nº 710 — 3 F
DU 9 SEPT. AU 16 SEPT.
nouvelle édition
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ
PSU

tribune socialiste

Dossier Presse

BARRE : NE BOUGEZ PLUS

tribune socialiste PSU

sommaire

Où va la France :
Le régime sec. *M. Mousel* P. 4
Affaire Lefebvre : Vade retro la gauche. *A Laudouze* P. 5
La Réplique
Corse : Contre le colonialisme intérieur P.5

Garde à vous-même :
Comités de soldats : accroître le soutien civil. *Frédéric* P. 6

Champs libres
La sécheresse met le feu aux poudres. *M. Guillien* P. 7

Les choses de la ville
Centres aérés de Vincennes : pouvoir exercer un contrôle P. 7

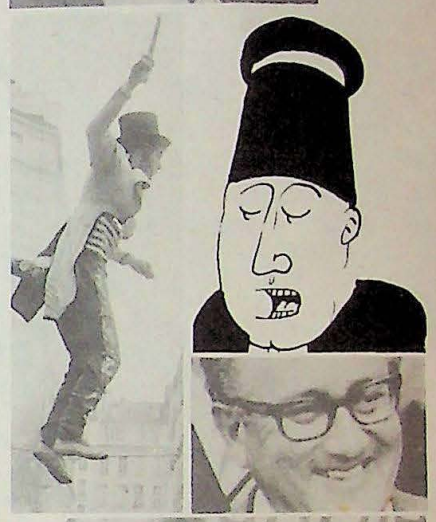
Briser la chaîne
Chômage : R.A.S. *Y. Sparfel* P. 8
Longwy : Paribas, fossoyeur. *J.-C. Hubert* P. 8
L'été des Lip. *P. Cyprien* P. 9
Petite chronique bisontine. *P.C.* P. 9

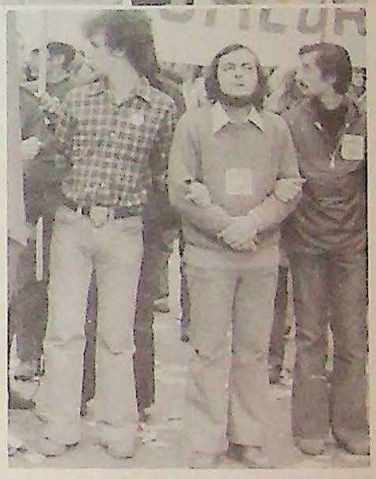
Notre dossier :

Hersant, « la pieuvre »
France-Soir, le quotidien de mes rêves. *C.-M. Vadrot* P. 11
L'Information, un droit pour les travailleurs. Interview de D. Gentot. Propos recueillis *par G. Hercet* P. 12
Les Impressions de la Police. *M. Camouis* P. 13
Caron-Ozanne : le démantèlement, pour qui, pourquoi ? P. 14
Firmin-Didot : réintégrer M. Caillère. *Y.S.* P. 14

Et pourtant, elle tourne
Liban : pourquoi, ça a « craqué ». *F. Desmoulin* P. 15
Argentine : L'ordre des dictatures. *H. Claude* P. 16
Chili : Troisième année de répression. *C. Joxe* P. 17
Afrique blanche : Il est bien tard, Dr Kissinger. *P. Marielie* P. 18

Tribune de l'autogestion :
Grande-Bretagne : contrôle ouvrier ou capitulation ? *Cl. Vancour* P. 22





Le nº du 3 septembre n'est pas sorti cela pour des raisons indépendantes de la volonté de l'équipe de *TS*. En effet, les employés de l'atelier de composition nous faisait savoir que Compo-Presse avait déposé son bilan. Situation dont *TS* n'a pas été prévenu officiellement jusqu'à ce jour.
Il a fallu donc prendre le temps de rechercher un autre atelier de composition. C'est chose faite avec Informatic-Press, coopérative ouvrière.
Voilà qui explique la sortie le 9 septembre.

Direction politique :
Alain Tlemcen

Rubriques :
- **Où va la France ?** Léo Golberg, Maurice Najman
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

Collaborateurs permanents :
G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot.

Dessinateurs :
J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Collaboration technique :
Max Pagis - Lila Oppenheim - José Sanchez

Secrétariat - Documentation :
Marie-Françoise Chailleux

Promotion :
J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64
Administration et publicité :
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :
Informatic-Press, Saint-Ouen

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

alerte

Nous voulions une nouvelle formule. Nous l'avons. Nous voulions que ce journal de parti souvre vers l'extérieur, vers le mouvement autogestionnaire d'abord. Nous l'avons fait.

Nous voulions une nouvelle maquette, plus de photos, plus de dessins, des nouvelles rubriques. Nous les avons.

Nous voulions un journal lisible, un outil militant, mais aussi un journal qui se vende. L'avons-nous ?

Nous pouvons en douter quand nous examinons la situation financière. Les chiffres en témoignent :

— prix de revient du numéro (nouvelle formule) : 32 000 F, composition : 10 000 F, impression-papier-expédition : 15 000 F, salaire + charges : 5 000 F, divers (photos, dessins, etc : 2 000 F ;

— recettes 1976 (prévisions) : 620 000 F (abonnements + ventes militantes hebdomadaires + ventes NMPP) ;

— dépenses 1976 (prévisions) : 1 100 000 F (24 numéros nouvelle formule + 16 numéros ancienne formule).

Nous nous acheminons vers un déficit de 480 000 F pour la fin de l'année.

Est-ce à dire que malgré les lettres de félicitations ce journal ne serait pas lu ? Est-ce à dire que les lecteurs se contenteraient d'un beau produit pour leur collection ? Est-ce à dire que la conviction par rapport au journal, manquerait tout à coup après une année d'espoir d'autre chose ?

Nous ne le croyons pas. Mais les résultats sont là : TS est en grave difficulté financière comme tant d'autres journaux. Alors il s'agit, croyons-nous, de le vendre plus, de le renflouer tout d'abord. C'est vital.

Il s'agit donc de ne pas se contenter de féliciter ceux qui le font au prix de mille difficultés, mais de tenir à son existence, de le lire, de créer l'envie de le faire lire.

Donc plusieurs objectifs immédiats : continuez la souscription ; faire des abonnement. *Un abonnement par militant nous paraît l'objectif des semaines qui viennent.* **La survie de TS dépend de vous. Si nous avons les 5 000 abonnés avant la fin de l'Année TS doit être sauvé...** ■

la bavure policière de Toulon

La campagne sur la sécurité porte peu à peu ses fruits. Tandis que les citoyens commencent à dévisager tous leurs voisins en se demandant comment ils vont être dévalisés ou trucidés, la police part du principe que tout individu qui n'a pas l'air d'appartenir à la police est un gibier de potence en puissance.

Et c'est fort logiquement que les flics de Toulon ont fait un carton sur quatre moniteurs de colonie de vacances. Ils avaient eu le tort de ne pas deviner que les quatre zozos sortis brusquement de l'ombre, à plus de minuit, un pistolet au poing, sans crier gare — ni police — pointaient au commissariat du quartier dans le cadre de l'opération vacances-sécurité. Pour que cela fasse plus vrai (question vacances) ils étaient en RA et en civil.

Un vrai rodéo, comme au cinéma. Ils en bavaient de plaisir, les poulets, s'imaginant déjà recevant les félicitations de leur maître Ponia et posant pour le photographe du *Parisien Libéré*. Ce nouvel épisode du grand feuilleton « montre moi tes bavures, j'te dirais quel régime tu nous prépares », s'est terminé devant la gendarmerie où les quatre poursuivis, affolés par la fusillade qui perçait la voiture de part en part, s'étaient réfugiés.

En prime, alors que les poursuivis avaient les mains en l'air et pensaient, en découvrant le malentendu, que tout allait s'arranger, un des moniteurs a pris quelques gnons dont un grand coup de pied dans la gueule qui lui a valu dix jours d'incapacité de travail. L'Inspection Générale des Services enquête...

Moralité : avant de traverser la rue faites attention, un flic peut en cacher un autre. Qui dégaîne encore plus vite pour faire plaisir à la voix de son Maître.

C.-M. VADROT ■

Le titre du livre de Kazem Radjawi dont Victor Leduc a rendu compte dans le nº 709 de *Tribune Socialiste* du 16 juillet au 2 septembre a malencontreusement sauté au marbre.
Il s'agit de *Dictature du prolétariat et dépérissement de l'Etat, de Marx à Lénine* - Ed. Anthropos.

éditorial

LE COÛT DE BARRE

Les travailleurs connaissent déjà le nouveau « coût de Barre ». En effet, le « cher » professeur a annoncé un plan d'austérité pour tenter d'enrayer l'inflation, la chute du franc, le déficit de la balance commerciale. Première mesure : un super-impôt.

Comme le reconnaissait dans *Le Figaro* du 7 septembre, le chantre du régime Raymond Aron, la crise économique actuelle est la plus grave que notre pays ait connue depuis longtemps. Nous sommes déjà loin des affirmations mensongères de Giscard d'avant l'été qui proclamait à qui voulait l'entendre que l'événement de l'année était la fin de la crise. Serait-ce le manque de pluie ou la Soufrière qui aurait le temps d'un été remis la crise en éruption ? Dans ce cas, on comprendrait que l'oracle Giscard ait eu besoin des services d'un « spécialiste ». Mais (comme le reconnaît Raymond Aron lui-même), la politique reste au poste de commande et ce ne sont pas les recettes de l'austère professeur qui suffiront à sauver le régime.

La droite est incapable de résoudre les difficultés qu'elle a elle-même créées. Habituée de longue date à bénéficier du consensus national créé par De Gaulle, elle doit aujourd'hui révéler ses divisions, ses difficultés à gouverner, tenter de sauver les meubles. L'ex-majorité se cherche toujours des bouées de sauvetage.

C'est bien pour cela que Giscard s'arcboute à la constitution pour signifier en toute occasion la primauté du président de la République. On évoque aujourd'hui, à la grande joie d'un de ses partisans, Edgar Faure, une dernière trouvaille : l'idée d'une réforme constitutionnelle. Il s'agirait de faire coïncider les élections présidentielles et les législatives en 1978. Le septennat deviendrait un quinquennat. Ultime recours de Giscard contre la montée de la gauche, mais aussi volonté de recomposer la majorité, cette tactique s'opposerait ainsi à celles des élections anticipées qui défendue par Chirac lui a valu « d'être remercié » dans les conditions que l'on sait.

De toute façon, jeu dangereux pour la droite, et qui peut se retourner contre elle en cas de victoire de la gauche aux législatives. Giscard essaie de modifier son assise politique. Il y a tentative de tentation de certaines composantes « détachables » de la gauche d'aujourd'hui. Contre cette manœuvre, la gauche doit être sur l'offensive et ne pas se situer sur le terrain de l'adversaire. Pour désamorcer le risque d'un « bon usage du giscardisme » par ceux qui privilégient les attraits du pouvoir au combat unitaire de la classe ouvrière, il est plus que jamais nécessaire de dynamiser les luttes populaires. La première étape sera le combat contre les nouvelles mesures d'austérité à l'encontre des travailleurs. Dans l'unité, en multipliant les initiatives, le PSU s'y emploie déjà.

Alain TLEMCEN ■

Barre à livre ouvert

Lors de la préparation du Ve Plan, un professeur d'économie politique, au demeurant fort écouté à l'Elysée, soutenait que pour obtenir l'adhésion populaire nécessaire à la réalisation des objectifs du plan, (souvenez-vous il s'agissait du développement industriel), un certain nombre de mesures devaient être, dès ce jour, proposées : réduction des inégalités, connaissance statistique des revenus, impôt sur le capital, redistribution d'une partie de l'accumulation du capital aux salariés. Ce professeur énumérait ainsi ce que le capital devait, au minimum, céder aux travailleurs afin que les rapports sociaux soient optimum ; autrement dit que les patrons restent patrons et les travailleurs exploités sans trop de secousses dans ce rapport établi.

Dix ans sont passés et de 1968 à nos jours les secousses n'ont pas manqué. Aujourd'hui Giscard prisonnier entre la montée des forces populaires et les rivalités internes de sa majorité a choisi pour conduire sa politique ce professeur d'économie : Raymond Barre.

Présenté comme un technicien compétent, entendons-nous, capable de gérer au mieux les intérêts de la bourgeoisie, Raymond Barre a déjà posé, en quinze jours, quelques actes significatifs. Par exemple sur la réduction des inégalités. En acceptant que le coût de la sécheresse soit payé par un relèvement de l'impôt égal pour tous ; autrement dit en taxant plus fortement ceux qui n'ont aucune possibilité de biaiser leurs déclarations de revenus, soit les salariés, par rapport aux autres catégories et aux entreprises, et en redistribuant le prélèvement en fonction du capital de départ, à savoir peu aux petits agriculteurs et beaucoup aux gros propriétaires. Ce doit être une nouvelle définition de la réduction des inégalités selon le manuscrit en préparation sur une société libérale avancée.

Mais ce technicien compétent nous réserve encore de « douces » surprises. Son manuel d'économie politique ne contient que quelques lignes sur les problèmes de l'emploi, la raison en est simple : il est partisan d'un important volant de chômage - I - la chose est entendue.

Quant à l'inflation, ce pourquoi même il a été appelé à Matignon, son penchant pour la politique des revenus, autrement dit la police des salaires est si fort, qu'il ne pourra pas y résister. Alors on comprend que Ceyrac applaudisse et que la majorité soutienne cet homme providentiel qui sous des airs de bon gros chaton cache des griffes redoutables pour les travailleurs. Le changement... dans la continuité en quelque sorte.

■

où va la france?

régime sec

La sécheresse semble avoir contaminé les échelons les plus élevés du pouvoir. Chirac sacrifié, disparaît la seule politique très risquée, mais un tant soit peu cohérente du point de vue de ceux qui nous gouvernent. Partant d'un pronostic pessimiste sur l'évolution économique et politique, il proposait la dissolution sur un fond de dramatisation, convaincu, d'une part qu'une politique antipopulaire ne se mène pas avec une Chambre à renouveler, et d'autre part qu'il deviendrait impossible d'enrayer la montée de la gauche, surtout après un premier succès de celle-ci aux municipales.

Rien ne permet d'affirmer que Giscard ne sera pas contraint par les faits à adopter — à retardement et dans de mauvaises conditions — la solution Chirac. Mais pour l'instant, il en est réduit à se raccrocher à deux branches : l'article 12 de la Constitution et les manuels d'économie politique de Raymond Barre. Branches bien fragiles, face à une opposition qui serait vraiment offensive.

plus que jamais : « Giscard démission ! »

L'article 12, selon lequel deux dissolutions successives ne peuvent intervenir à moins d'un an de distance, a certainement pesé lourd dans le choix de Giscard. C'est armé de la menace permanente de la dissolution qu'il compte manœuvrer désormais, et cela signifie qu'il compte battre la gauche en cassant son union, *après* et *avant* les élections législatives : en pesant dès le lendemain de la consultation sur les choix gouvernementaux — mise au rencart du Programme commun, désignation des responsables, etc — de façon à dissocier PC et PS. Deux possibilités s'ouvrent alors : ou le PS marche dans la combinaison et il est possible (enfin) de recomposer une majorité au centre ; ou il s'établit entre les deux partenaires un mélange de collaboration et de conflit, et dès le premier conflit sérieux on dissout et reconquiert la majorité en agitant l'épouvantail du désordre.

Pour qu'un tel scénario marche, deux conditions doivent être satisfaites par la majorité des forces de gauche : l'acceptation des règles du jeu institutionnel, et la remise à plus tard de transformations sociales qui répondent aux vœux des forces réellement agissantes, privant ainsi le gouvernement d'un réel soutien populaire. La politique de Giscard n'a de sens que dans la mesure où il perçoit dans les positions de la gauche et du PS notamment (respect du scrutin de 1974, politique définie à Seillac), la possibilité de réunir ces conditions.

Dès lors, ce qui était criticable il y a six mois devient aujourd'hui inconcevable : comment prétendre qu'on pourra garder Giscard après une défaite électorale de celui-ci, quand il annonce aussi clairement la manœuvre ? La réaffirmation de la pré-éminence absolue du Président de la République ne peut laisser aucun doute, pas plus que le curieux système dent. Il pourra toujours essayer, comme à son habitude de s'abriter derrière les responsabilités des autres, il est désormais à visage découvert. C'est contre celui qui fut treize années durant et à quelques exceptions près le responsable de la politique économique, que se feront les élections. Comment ceux qui l'auraient ainsi désavoué comprendraient-ils son maintien au poste suprême, sinon comme un recul décisif ?

Photo A.F.P.

austérité, deuxième essai

Quant à l'homme providentiel qui fait gagner quelques centimes au franc dès qu'on prononce son nom, il est à craindre que sa sécheresse d'imagination n'ait d'égale que celle qu'il rêve d'imposer au niveau de vie des salariés. Le remède ne peut être que l'austérité, à condition de l'administrer en souriant, du moins pour l'instant. A-t-il les moyens d'y parvenir ? On peut en douter quand on le voit privé d'une partie de ses attributions (politiques !) dont il revendiquait de pouvoirs qui vient de se mettre en place : nous avons maintenant à la fois un Président, un Premier ministre, un quadriumvirat et un animateur. Cette abondance dissimule mal une dilution des responsabilités qui n'a rien à voir avec une direction collective, puisqu'elle aboutit à tout concentrer entre les mains du Président qui ne pourrait faire accepter une semaine plus tôt la plénitude. Surtout, il ne pourrait faire accepter une telle politique par sa propre majorité parlementaire que s'il apportait la preuve de sa capacité à la faire passer auprès des forces sociales, par la carotte ou par le bâton. Mais il n'y a guère de proposition de réforme susceptible de satisfaire plus que l'inévitable Bergeron. Quant au bâton, ce serait la dramatisation et l'affrontement que Giscard a voulu éviter, et dont il y a fort à parier qu'il ne lui serait pas favorable... si les travailleurs sont mobilisés.

Là est toute la question. Il n'est pas possible de se réfugier plus longtemps dans l'attentisme préélectoral. Il va falloir prendre l'initiative, et cela de deux façons complémentaires : en termes de mobilisation d'abord ; et ensuite, pour donner une raison d'être à cette mobilisation, en termes d'objectifs montrant comment on peut répondre à la situation point par point, par une action qui soit conforme aux intérêts des travailleurs. Tout porte à penser désormais que, même si les législatives ont lieu en 1978, aucun problème économique ne sera réglé, et qu'il y aura à la fois chômage et inflation. Appliquer alors la politique qu'aujourd'hui Barre ne peut mettre en œuvre serait évidemment une trahison à l'égard de la volonté populaire. Se voiler la face derrière le Programme commun ne peut convaincre personne : il s'agit de se confronter à la réalité et d'affirmer avec force quels changements de structures et de pouvoir, quelles batailles contre les règles de fonctionnement du système capitaliste il va falloir engager.

L'affaire de l'impôt-sécheresse doit servir de test. Du côté de la « majorité » parlementaire : il permettra de juger de la manière dont ses membres sauront concilier leurs exigences élevées de solidarité avec... la défense — d'autant plus pressante à l'approche des élections — des intérêts qu'ils représentent. Mais du côté de la gauche politique et syndicale aussi. Il ne sera possible de répondre aux flots de démagogie du pouvoir que si deux questions sont abordées de front : la réforme fiscale d'une part, le système de rémunération des agriculteurs d'autre part. Autour de ces deux thèmes on peut faire progresser l'unité populaire anticapitaliste. Et fonder une action de masse contre ce qui n'est rien d'autre qu'un premier volet du nouveau plan d'austérité.

Michel Debré écrivait il y a quelques jours, que la situation « suppose le souffle et la volonté des grandes époques de notre histoire ». Certes. A ceci près qu'ils ne viendront pas de ses amis très essoufflés. Pas plus d'ailleurs que de challengers qui s'obstineraient à calculer au plus juste leur élan, leur vitesse et leur avance pour être sûrs d'arriver en tête du poteau. Les travailleurs ne sont pas destinés à être spectateurs. Il leur faut descendre dans l'arène et empêcher que la seule force de Giscard soit de savoir exploiter les erreurs de ses adversaires.

Centrer le problème du pouvoir sur le départ de Giscard. Etre exigeants quant à l'unité et au contenu de l'unité en avançant sans relâche et les objectifs et la nécessité de la mobilisation. Développer à travers la stratégie autogestionnaire la capacité des masses populaires à faire face aux prochaines échéances politiques. Voilà ce qui peut engendrer un « nouveau souffle ». Et qui justifie que nous n'économisions pas le nôtre.

Michel MOUSEL ■

Mgr. Lefebvre : vade retro la gauche

Une messe en latin à la salle Wagram et à Lille. Il n'y a pas de quoi fouetter un chat et noircir quelques lignes dans *TS* semble-t-il. En fait, à travers l'entêtement de l'ancien archevêque de Dakar intégriste notoire, anticommuniste patenté, lecteur assidu de « Verbe » et de la littérature maurassienne, on assiste à une tentative de regroupement de l'intégrisme catholique.

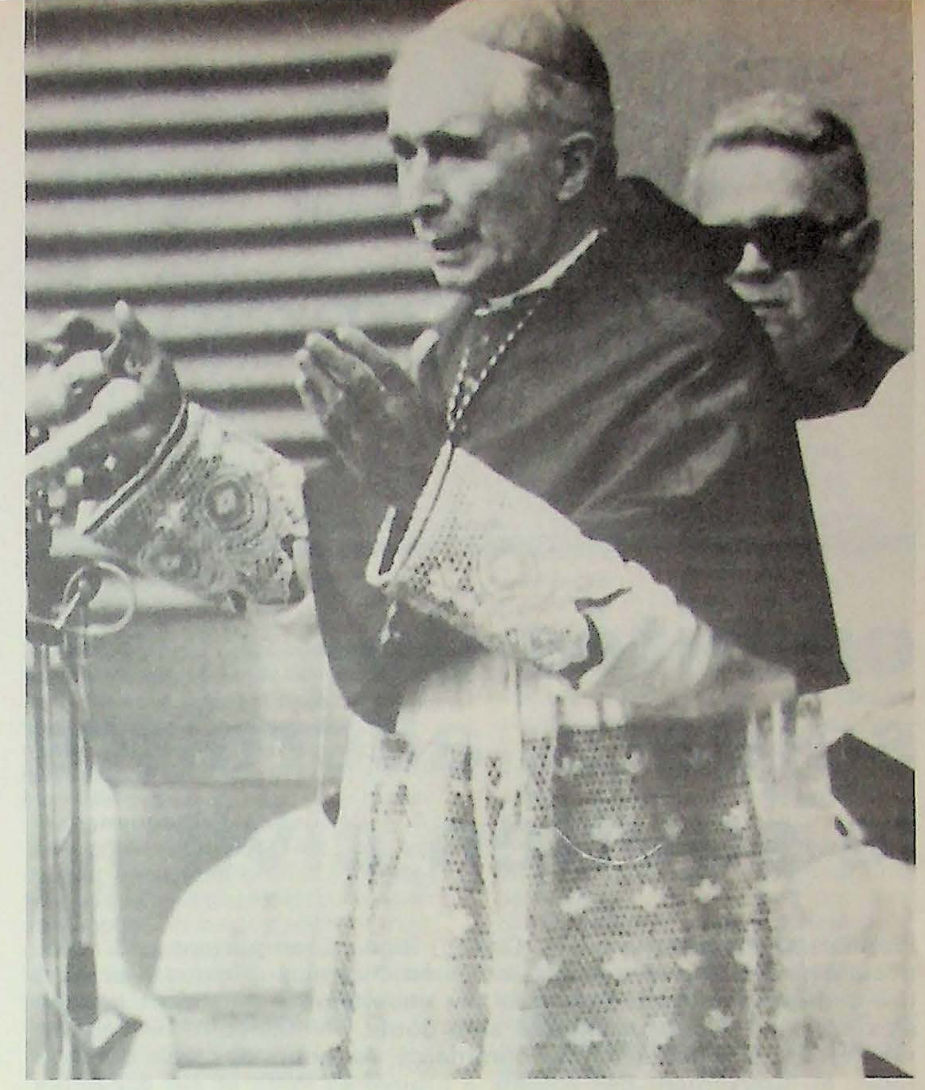
Cela ne durera-t-il que l'espace d'un matin comme semble le suggérer Michel de Certeau dans *Le Quotidien de Paris ?* Je n'en suis pas certain. Il m'apparaît que, de cet épisode on peut, en tout cas pour des militants d'un parti révolutionnaire qui ne peut ni ne doit, minimiser les remous idéologiques du catholicisme français, proposer quelques brèves remarques. Tout d'abord, il est notoire que la poussée intégriste qui tend depuis quelques années, et surtout quelques mois, à se manifester dans l'Eglise de France, rejoint, bien évidemment, les intérêts politiques et économiques de la droite et de l'extrême droite. Ce n'est pas *TC* qui est vendu à la sortie de la messe « interdite » du Palais des Sports à Lille, c'est bien la presse *dite* d'Action française. Et des journaux comme *Minute* se réjouissent, bien évidemment, du coup que Mgr Lefebvre porte à tous ces *catho-gauchards* comme dirait le pseudo-prophète Maurice Clavel. Ensuite, s'il y a poussée intégriste à l'intérieur de l'Eglise de France, le rapport des forces n'a pourtant pas basculé en faveur des traditionnalistes et des conservateurs. L'attitude sectaire et quasi-schismatique de Mgr Lefebvre et de ses émules risque surtout de conforter les institutions et les mentalités catholiques de France dans un comportement de défense de la papauté et de la hiérarchie mises en cause directement par les propos et les actes d'un prélat.

Grande-Bretagne contrôle ouvrier ou capitulation ?

Pour mieux se défendre, l'épiscopat français va donc être tenté d'attaquer et de devenir plus « romain », plus « ultra-montain » comme on disait au XIX[e] face au « gallicanisme » d'alors. Bref, l'affaire Lefebvre sert la cause du centre dans l'Eglise, c'est-à-dire de la prudence, de la fidélité au Concile et au pape (tous derrière Paul VI, entend-on dans certains milieux, pourtant relativement « ouverts »). En d'autres termes, l'Eglise, pour maintenir son autorité attaquée, va essayer de « coller » davantage aux « masses » catholiques, lesquelles, on le sait, sont souvent conservatrices.

La conséquence de ce processus est que ce sont bien les chrétiens de gauche, leurs initiatives et leurs organisations qui risquent, en France, de faire les frais de cette opération. Au premier abord celle-ci apparaît d'ordre superficiel. Linguistique. Mais au-delà des mots il y a les choses. Et la sensibilité des chrétiens de gauche et d'extrême gauche n'a pas les mêmes supports théologiques que ceux dont use Mgr Lefebvre — cela va sans dire —, mais ne fait pas pour autant, loin de là preuve d'un suivisme particulier à l'égard de l'épiscopat ou du Vatican. C'est plutôt le contraire. Les recherches actuelles d'un Girardi, d'un Franzoni (récemment frappé par Rome d'une anachronique « réduction à l'état laïc » pour avoir choisi le camp de la gauche en Italie), les pistes ouvertes par les « Chrétiens critiques », le groupe des « Chrétiens-marxistes », le courant des « Chrétiens pour le socialisme », etc, risquent d'être semées d'embûches et de traquenards en provenance de ceux qui, dans les Eglises, vont avoir peur de la poussée à gauche. Eternel jeu du balancier dans une institution qui « sent » venir des vents contraires ? Peut-être. Mais le PSU qui a eu, dans les récentes assises sur l'autogestion, la bonne idée d'ouvrir un carrefour sur « Eglise et lutte de classes » ne saurait négliger d'être attentif à l'évolution du rapport des forces sur ce front idéologique.

André LAUDOUZE



la réplique

Après le grand « cirque » de Lille, Mgr Lefebvre a récidivé à Besançon mais le succès ne fut pas le même. De toutes les façons l'ancien évêque de Tulle s'il n'avait pas fait amende « honorable » avait fortement atténué ses attaques, ce qui explique peut-être que les 5 000 places de la salle réservée étaient loin d'être occupées. A propos de la manipulation et du noyautage par des groupes d'extrême droite, un communiqué commun PS-PSU a été diffusé et dont la presse a fait largement écho. *TS* publie aujourd'hui le point de vue de différents groupes et organisations de chrétiens progressistes sur l'affaire Lefebvre.

Les responsables des mouvements et périodiques, « La Vie nouvelle », Fédération des groupes « Témoignage chrétien », « Equipes enseignantes », « Action catholique universitaire », « Jeunesse étudiante chrétienne ». « Notre Combat », réunis dans la perspective du lancement en France du mouvement « Chrétiens pour le socialisme » ne peuvent, par fidélité à l'Eglise et par souci de lucidité politique, rester indifférents vis-à-vis de l'affaire de Mgr Lefebvre.

Ils constatent que l'attitude rétrograde de Mgr Lefebvre et de ses partisans, risque de remettre en cause, dans les institutions et les mentalités du catholicisme français, les ouvertures inspirées par l'Evangile plus que jamais nécessaires. Ils estiment que cette attitude risque également de freiner les changements indispensables aux communautés chrétiennes si elles veulent assumer les réalités de la libération collective des hommes et des peuples.

Ils apprécient que, face aux prétentions de Mgr Lefebvre et à ses positions théologiques intégristes, l'épiscopat français ait clairement affirmé son attachement à l'ouverture et au renouvellement décidés au concile de Vatican II.

Ils dénoncent dans l'affaire de Mgr Lefebvre, une opération politique menée par le courant d'extrême droite.

Ils affirment la volonté de leurs mouvements de soutenir les théologiens et les communautés chrétiennes ouverts aux exigences de la libération socialiste et du changement évangélique dans les Eglises.

Paris, le 7 septembre 1976

Philippe Warnier (Vie Nouvelle)

Bernard Schreiner (Notre Combat)

Claude Gault (Fédération des groupes « TC »)

Philippe Parazon et Benoît Habert (JEC)

François Mollé (Equipes enseignantes)

Jean-Marie Stock (Action catholique universitaire) ■

Corse : contre le colonialisme intérieur

Poniatowski, par l'entremise de son préfet homme de main Riolacci, multiplie les provocations contre le peuple corse. Après Aléria et Bastia, l'an dernier, après la condamnation de Siméoni et de ses amis, après celle de Fieschi, c'est aujourd'hui Ajaccio.

Interdisant une manifestation démocratique, et d'abord autorisée, le préfet Riolacci a organisé un grand déploiement policier pour bloquer la manifestation à l'aéroport d'Ajaccio. Prenant alors prétexte d'une opération de commando contre un Boeing, le pouvoir opère des rafles dans les milieux autonomistes et progressistes, assimilant le commando au comité antirépression qui regroupe de nombreuses organisations démocratiques de Corse et qui n'est nullement lié à cette action. Plus de 80 personnes sont entre les mains de la police.

Une fois encore, le pouvoir montre que, face à la lutte des minorités nationales pour leur droit à l'existence, il ne connaît qu'une seule politique : la répression et la provocation. ■

garde à vous-mêmes

comités de soldats: accroître le soutien civil

Premier rat à quitter le navire Chirac, Bigeard, en partant le 5 août, déclare qu'il « considère sa mission comme terminée » et que « l'activité des comités de soldats fomentée par une minorité d'extrême gauche s'est étiolée... ». Lapsus linguae, sans doute, il voulait dire « étalée » ou « étendue », ou quelque chose comme çà. Au cours des trois derniers mois, le Mouvement des soldats a prouvé sa force et ses capacités d'adaptation (1).

Qui sont-ils, les membres de ces comités de soldats? Des exaltés minoritaires sans influence sur « les p'tits gars », sur la « saine jeunesse française »? Des éléments aventuristes totalement coupés du mouvement ouvrier? Des trublions menant une lutte inconsciente contre tous les engagés?

crainte de la contagion

Les comités connaissent bien ces accusations. Leur presse confond les accusateurs. « Qui sommes-nous? », dit le nº 2 de *Lâche-moi le pull*, journal du comité du 93e RAM :

« Constitué il y a plus d'un an, nous formons un groupe qui est loin d'être minoritaire puisqu'il regroupe en proportion un nombre de militants supérieur ou égal à celui des organisations syndicales représentatives du mouvement ouvrier, et ce malgré la clandestinité... Se risquent au comité des gens de tous bords : jeunes travailleurs et étudiants, appelés et élèves-officiers, membres d'organisations politiques, syndicales ou non, militants pour une armée nouvelle ou antimilitaristes. »

Et le *Bidasse en colère*, 4 août 76, du comité de soldats du 27e RI de Dijon tire sur ce point cette conclusion :

« Quand on regarde de près ce qui se passe dans les casernes, alors on s'aperçoit qu'il n'y a pas besoin d' « agitateurs » pour que les bidasses entrent en lutte contre un système d'oppression et de régression. » L'action des comités de soldats envers les engagés s'amplifie. *Lâche-moi le pull* dans le langage imagé qu'il affectionne s'adresse aux sous-officiers et officiers : « *Vous n'avez pas le cerveau aussi lisse qu'une peau de banane, alors servez-vous en, et ensuite venez nous voir* ».

Comme le relève *L'Hélice dans la vallée*, bulletin du comité de soldats de la BA 725 du Bourget du Lac : « la hiérarchie mène chez les cadres une campagne d'intoxication contre les comités de soldats... elle craint la contagion... » Et la contagion arrive. Après l'appel de sous-officiers engagés de la BA 106 de Mérignac, c'est celui de la BA 116 de Luxeuil : « *Nous avons conscience des problèmes se posant aux appelés. Les engagés se heurtent aux mêmes types de problèmes et même risquent davantage s'ils prennent des positions solidaires de celles des appelés sur leurs propres revendications...*

Nous réclamons dans l'immédiat : 1º la possibilité de résiliation immédiate du contrat ; 2º la liberté de la presse ; 3º le droit d'association non clandestine (officiers, sous-officiers, appelés) ; 4º que la valeur technique ne soit pas laissée de côté alors qu'elle devrait être primordiale dans l'armée de l'Air. Nous engagés, sommes solidaires de la lutte des appelés pour leurs droits... »

FOTOLIB

coupés du mouvement ouvrier?

Le numéro de juin de *Ras l'calot* et *Antidote* de Mérignac et Souges (Gironde) comporte une déclaration de l'UD-CFDT : « L'UD CFDT de la Gironde a mis son matériel à la disposition des comités de soldats pour tirer ce journal...

Sur les lieux de travail, la CFDT se bat pour regrouper la masse des travailleurs sur des revendications de classe. A l'armée, elle soutient les appelés qui s'organisent sur les mêmes objectifs... » Vont dans le même sens la création à l'initiative du comité de soldats du 6e BCA d'une commission d'enquête civile sur l'accident du Taillefer, commission recueillant l'appui de nombreuses organisations ouvrières, et la solidarité victorieuse Fédé-construction bois CFDT/Comité de soldats du 4e RG de Valbonne, contre la mise au trou de deux soldats ayant refusés de briser la grève des éboueurs de Lyon.

Mais ce qui a surtout marqué ces trois derniers mois, c'est la parution en première page de *L'Hélice dans la vallée* de la déclaration commune des UD CGT, CFDT, FEN et du CDJA : « *Les organisations départementales CGT, CFDT, FEN, CDJA se sont prononcées pour la prise en compte des droits des jeunes citoyens et des jeunes travailleurs sous les drapeaux ; droit à la liberté d'information : liberté d'expression ; liberté d'organisation et liberté de revendications.*

Sur cette base, toute latitude d'appréciation conservée, ces organisations expriment leur solidarité au comité de soldats de la CA 725 du Bourget du Lac, tout en respectant son autonomie d'orientation et d'action... »

Important aussi dans cette affaire, le soutien apporté par les fédérations PSU et PS de la Savoie au cours d'une conférence organisée à Chambéry à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme.

Sans doute le progrès décisif dans l'auto organisation du mouvement des soldats vient de la région Rhône-Alpes. Une *coordination* vient d'y rendre publique son existence : elle regroupe six comités ayant une expérience déjà longue, plus de nombreux autres en formation. Dans son appel à la fraction de contingent 76/08, soutenu par IDS et le CDR de la région, la coordination explique : « Après Besançon et Chaumont le mouvement des soldats s'emploie aujourd'hui à se coordonner par ville et région. La perspective la plus tangible est la construction au niveau national d'un syndicat de soldats unitaire, autonome, et lié aux organisations ouvrières et de jeunesse. »

Le mouvement des soldats qui se renforce a besoin d'un soutien civil accru. Se mobiliser au sein d'IDS qui a su montrer qu'elle était le meilleur cadre pour la lutte des droits démocratiques et la popularisation de la construction du syndicat de soldats, s'abonner et diffuser *Le Soldat*, créer

JOURNAL EDITE PAR «INFORMATION POUR LES DROITS DU SOLDAT»

le soldat

Nº2 Nouvelle série JUIN JUILLET 1976

EDITORIAL

V. Giscard D'Estaing :

«MESSIEURS, JE VOUS INVITE A VOUS TAIRE»

(Allocution du 1er juin à l'institut des Hautes Etudes de Défense Nationale)

des groupes IDS, telles sont les tâches qui s'imposent aux militants du PSU, du PS, de la CFDT, CGT, etc., qui ont pris conscience de l'importance de la question militaire.

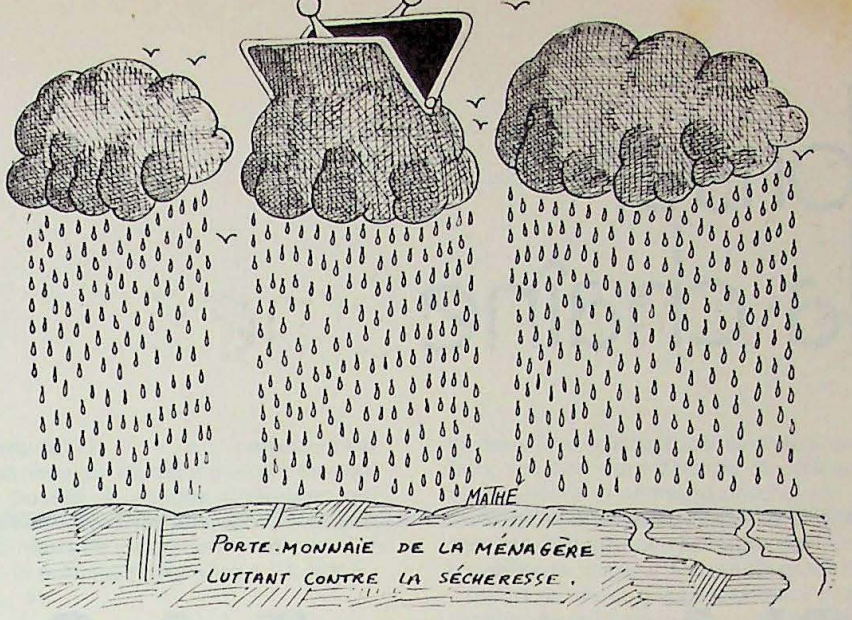
Pour notre part nous proposons la tenue avant la fin de cette année d'une conférence unitaire réunissant les secteurs les plus larges du mouvement ouvrier et des forces de jeunesse.

Frédéric
du Bureau national d'IDS ■

IDS : Bertrand Julien, BP 112, 75825 Paris Cedex 17, abonnement au « Soldat ».

(1) Jet 116 détourné *nº 4, bulletin du comité de la B.A. 116, à Luxeuil commence par ces lignes : « Eh oui, voici le nº 4, le nº 3 a été distribué d'une manière originale et efficace, mais les autorités militaires n'ont pu en avoir un exemplaire, alors, comme nous aimons faire connaître notre publication, voici le nº 4, distribué de manière traditionnelle.*

champs libres



la sécheresse met le feu aux poudres

Depuis le début de l'été, la presse nationale est remplie de déclarations alarmantes des organisations agricoles au sujet de la sécheresse, de l'annonce des mesures à prendre par le gouvernement de Giscard, Chirac et son ministre Bonnet, Barre et Bonnet encore. Il fallait attendre de connaître l'étendue des dégâts... La politique du pouvoir n'a pas varié en la matière, inutile donc de changer d'homme. Pour laisser pourrir au maximum une situation prévisible d'abord, ensuite pour en faire payer les conséquences aux travailleurs seuls.

Scandale de l'impôt exceptionnel, inégalité stupide et inopérante dans la répartition d'aides par régions. Voilà ce qui met le feu aux poudres, on voit un peu partout les agriculteurs qui s'unissent, qu'ils soient affiliés aux paysans travailleurs, au Modef, ex-CNEF, au Monatar ou aux fédés CNJA de gauche pour protester ensemble et définir des revendications et des actions communes.

Les producteurs de fruits et légumes, les viticulteurs du midi, paradoxalement victimes de surproductions et de l'incohérence du marché s'unissent aussi dans le même but. Les prix à la production s'écroulent ; où a-t-on vu se traduire pour les consommateurs une quelconque baisse à la vente ? L'été a été chaud au niveau des luttes contre les expropriations, Larzac, Naussac, Cheix-en-Retz, Fontevraud. De plus en plus le soutien des organisations ouvrières se caractérise par des prises de positions unitaires ouvriers-paysans qui devraient prendre de plus en plus d'ampleur. Le droit de vivre au pays, le maintien de l'emploi, sont des liens qui doivent permettre l'élargissement des luttes unitaires des travailleurs de la terre avec ceux des usines.

A ce sujet le PSU, lors des Etats généraux de l'autogestion socialiste tenus à Malakoff a profité de cette rencontre dans le forum « les paysans dans la lutte des classes » pour tirer un bilan politique sur le problème de la sécheresse. Des militants du PSU, du PS, des Paysans-travailleurs, de la FGA-CFDT, du SGEN, ont débattu ensemble et élaboré un important rapport. Nos conclusions convergent avec la CFDT entre autre qui, dès le 23 août 76 a rendu public des propositions demandant l'indemnisation de tous les travailleurs menacés dans leur emploi ou amputés de leurs revenus du fait de la sécheresse, rappelle que l'évaluation réelle des pertes doit être faite par des commissions tripartites cantonales représentant les agriculteurs, les salariés et les pouvoirs publics, demandait que les indemnisations soient dégagées du budget par une imposition sur le capital et, non comme le fait le gouvernement actuellement, par un impôt supplémentaire pris dans la poche des travailleurs au nom de la solidarité nationale.

nous ne serons pas des boucs-émissaires

La CGT par la bouche de Séguy lui-même, prône la concertation des travailleurs des villes et des campagnes pour passer aux actes et enrayer cette politique.

Inutile de rappeler que les réactions violentes des paysans comme ceux qui ont molesté le préfet du Puy ne sont plus des explosions de colère ou de révoltes corporatistes, elles ont été précédées d'avertissements et de plates-formes revendicatives qui refusent l'aumône, dénoncent les spéculateurs capitalistes de l'agriculture, exigeant que les bénéfices exceptionnels des firmes agro-alimentaires et du négoce soient taxées avant tout.

Organisés dans leurs cantons, les travailleurs prétendent contrôler eux-mêmes qui a besoin d'aide et qui peut s'en passer.

Les partis de gauche, les syndicats ouvriers et les organisations paysannes anticapitalistes ont une tâche : répondre ensemble au plus tôt à l'offensive d'une nouvelle austérité revue et corrigée, destinée à la fois à séparer et diviser les travailleurs et à leur imposer le redressement d'une économie chancelante, d'un pouvoir aux abois.

Non, après 74, le pétrole et les Arabes cause de la hausse des prix, la sécheresse en 76 et les paysans ne seront pas les boucs-émissaires du nouveau plan d'austérité.

T.S. consacrera un important dossier au problème de la sécheresse.

Maguy GUILLIEN ■

Les paysans du PSU convient le lundi 13 suite à la DPN du 11-12 septembre, les journalistes à une conférence de presse puis à un buffet campagnard au cours duquel ils répondront aux questions.

les choses de la ville

centres aérés de Vincennes : pouvoir exercer un contrôle

Les centres aérés s'avéraient indispensables — cette année plus que jamais — en raison de la situation économique : érosion du pouvoir d'achat des familles, chômage, difficultés du petit commerce... en raison aussi du prix de séjour en colonie dépassant 1 000 F par enfant dans le XI^e^, dans la plupart des cas. Alors impossible d'y envoyer ses trois ou quatre enfants.

L'afflux d'enfants était donc prévisible dans les centres aérés dès juin. A cette époque le souci de prendre les mesures nécessaires était loin de la préoccupation de la majorité réactionnaire du Conseil de Paris et M. de Bénouville député UDR du XII^e^ ne manque pas d'air, quand il déclare que les centres aérés sont « une occupation saine et intelligente pour les enfants qui ne partent pas en vacances ! »

Le centre de Vincennes-Plaine c'est ce qu'il reste d'une pelouse après la sécheresse, entourée de palissades, coïncée entre le gazon vert de l'INS et celui de l'hippodrome de Vincennes. Ce sont des autobus qui prennent les enfants dans les écoles du XI^e^ et les déposent là où rien n'est prévu pour eux. Depuis plus de vingt ans aucune installation sanitaire (eau courante et w.-c.) n'a été faite. L'eau est livrée par citerne, en juillet, les moniteurs sont obligés d'y ajouter quelques gouttes de chlore pour la purifier. Les repas sont livrés par camions non réfrigérés ; une petite intoxiquée a dit à ses parents : « le manger à midi, c'était pas bon, c'était sale » ; le lendemain elle était à l'hôpital. Qui passe les marchés, qui fournit, qui contrôle ce que les enfants mangent ? Une absence d'hygiène telle, un tel manque de sécurité, que les moniteurs, tous vacataires, se mettent en grève en juillet pour dénoncer celà.

C'est le mépris de toutes les réglementations en vigueur à Jeunesse et Sport « quant on connaît la sévérité avec laquelle les centres de vacances sont contrôlés, ce qui est tout à fait normal, on ne s'explique pas le pourquoi de ce laisser aller général »... ou on se l'explique trop bien.

au mépris de toutes les réglementations

Le 24 août c'est la catastrophe : une centaine d'enfants intoxiqués sont hospitalisés. Les parents s'affolent. L'administration tente de les rassurer et d'étouffer l'affaire. Des fonctionnaires haut placés, non seulement refusent d'alerter les familles sur les symptômes et le développement possible de la maladie : paratyphoïde appelée *Salmonde,* extrêmement contagieuse, mais de plus, empêchent les familles de s'informer entre-elles et d'informer les autres parents : refus de communiquer les listes d'adresses, et pressions sur les moniteurs. Un père déclarait : « ce silence coupable peut être assimilé à une non-assistance à personne en danger grave ».

Les parents sont indignés, mais résolus : « on faisait confiance à l'administration, si on avait pu penser à ce qui se passait ! » Soutenus par les APE Cornec et les syndicats CFDT et CGT du personnel, ils se sont constitués partie civile ; ils veulent montrer les responsabilités de la Préfecture, obtenir réparation des préjudices et remboursement des frais, ils veulent surtout faire en sorte d'obliger l'administration à prendre des mesures pour éviter d'autres accidents. Ils ont découvert qu'ils ne pouvaient faire une confiance aveugle ni à l'école, ni au centre aéré ni au centre de loisirs, et qu'ils devront exiger la possibilité d'exercer un contrôle.

Unanimement ils ont déclaré qu'il ne s'agissait pas pour eux « de remettre en cause l'existence de centres aérés, lieu de vie collective et nécessité absolue dans une ville dépourvue d'espaces verts, où les trottoirs servent le plus souvent de crottoirs ou de parkings, mais leur fonctionnement : manque de moyens et volonté politique de la majorité giscardo-UDR de Paris. Ils ajoutent : « c'est un service public, on est en droit d'exiger qu'il réponde aux besoins de la population ». ■

briser la chaîne

Chômage : R.A.S.

Le chômage n'a pas été à « la une » avec l'arrivée du nouveau gouvernement. L'accent est essentiellement sur la lutte contre l'inflation. Est-ce à dire que l'emploi serait devenu secondaire ? Est-ce à dire que la lutte contre l'inflation va le résoudre ? Certes pas. Au contraire on peut s'attendre à ce que le tableau s'assombrisse. La lutte contre l'inflation signifiera outre une « régulation des hausses salariales » (autant dû à un blocage des salaires), la continuation des restructurations et des liquidations d'entreprises, dites non rentables.

Les cocoricos officiels sur l'amélioration de la situation de l'emploi, en juillet dernier tombent d'eux-mêmes quand on analyse les chiffres de plus près. Les statistiques officielles de demandes d'emploi à fin juillet 1976 indiquent une stabilité : 808 500 contre 813 000 en juin (soit 0,55 % de baisse). Avec les corrections dues aux variations saisonnières, la comparaison des chiffres de juillet et de janvier traduit une hausse du chômage de 5,6 %. Diminution de 4 % du chômage chez les hommes, mais augmentation de 15,9 % chez les femmes, forte diminution du chômage partiel (les effectifs concernés sont passés de 290 300 en janvier à 89 200 en juillet), et baisse de 3,5 % des offres d'emploi entre juin et juillet (133 900 contre 138 700 en juin), tel est le tableau qu'on peut brosser d'après les chiffres de juillet.

On notera que plus d'un chômeur sur deux est une femme (alors qu'elles ne constituent qu'un peu plus du tiers des salariés). On remarquera surtout la recrudescence des licenciements collectifs enregistrés ces derniers mois. Combinée avec l'arrivée de 500 000 jeunes qui quittent la scolarité, elle laisse supposer une nouvelle progression du chômage les mois à venir. Les affirmations optimistes du pouvoir ne rassureront donc pas les travailleurs. Le cas de la région de Longwy que nos camarades évoquent ci-dessous, n'est qu'un exemple parmi d'autres.

le 19e licencié Durafour

La nécessité de continuer l'offensive est d'autant plus grande que durant toutes les vacances le pouvoir et le patronat ont menacé de faire entendre des bruits de bottes, de faire tourner les matraques contre les chômeurs. Après Fourcade qui disait en juin des chômeurs : « chacun doit pouvoir trouver un emploi ; encore faut-il que lorsqu'on lui en propose un, il le prenne », puis Ceyrac (CNPF) : « trop de chômeurs s'installent dans la facilité », puis Chirac : « notre système d'indemnisation est certes généreux... il n'incite guère à la recherche sérieuse d'un emploi », sont venues les menaces de certains patrons contre les Assedic. Dans l'administration, des consignes circulent pour écrémer les listes de chômeurs indemnisés, pour soi-disant faire la différence entre les « bons chômeurs » et « les chômeurs professionnels ». A l'ANPE de Besançon, le préfet a envoyé ses flics contre les travailleurs de LIP qui combattent concrètement la division des chômeurs et les propositions de travail qui ne tiennent aucun compte de leur qualification réelle.

Photo Frilet.

maintenir un volant de chômage

Tout ceci illustre la volonté du pouvoir de faire payer la crise aux travailleurs. On se répète certes, mais la réalité sociale ne change pas d'une année sur l'autre. Le gouvernement change, mais les licenciements restent. Si une preuve de plus devait en être donnée, mentionnons la dernière décision de Durafour ex-ministre du Travail, remplacé au gouvernement Barre par l'ex-patron de Renault, Beullac : le groupe Saint Frère Agache-Willot avait saisi Durafour d'un recours de licenciement (refusé par l'inspection du travail) qui venait à expiration le 29 août. Durafour, ministre d'un gouvernement démissionnaire le 25 août à 11 h 30 a signé, le même jour, l'autorisation de licenciement de Daniel Torquéo, délégué syndical CFDT. Il s'agissait là du 19e licencié Durafour élu côté CFDT.

Malgré la réputation « libérale » qu'on lui fait, le nouveau ministre du Travail risque fort de procéder de même. Les objectifs du pouvoir sont collectifs : briser la résistance ouvrière, reprendre les acquis des luttes, diviser les travailleurs, maintenir un volant de chômage, faire accepter les restructurations.

Contre cette volonté l'organisation et l'unité des chômeurs, la multiplication des échanges et la coordination des usines en lutte restent un des objectifs de la rentrée sociale.

Yves SPARFEL ■

Longwy : Paribas fossoyeur !

Le Bassin de Longwy est une des plus importantes régions sidérurgiques françaises. Son avenir est fortement compromis. A Chiers, la fusion de trois sociétés risque d'entraîner 700 suppressions d'emploi dans les deux années à venir, dont 400 dès septembre.

Au début de l'année, on apprenait la fusion des usines de Neuves-Maisons, Commentry-Biache et des Hauts-Fourneaux-de-la-Chiers. Cette opération se fait sous l'égide du groupe bancaire Paribas. Cette banque fut à l'origine de l'absorption de Lorraine-Escaut par le groupe Usinor, ce qui se traduisit par une suppression de 4 000 emplois ; une bonne tradition de fossoyeurs donc !

Cette fusion concerne 7 200 sidérurgistes lorrains (3 700 à Chiers, 3 500 à Neuves-Maisons). Au cours de la séance du comité d'établissement du 27 juillet, la direction de l'usine de la Chiers confirmait que 300 licenciements serait un minimum pour septembre, mais que 400 ce serait mieux. Dans les 6 ans à venir, 1 700 emplois risquent de disparaître à l'usine de la Chiers, soit la moitié des effectifs. Où iront-ils ? La situation de l'emploi est dramatique sur tout le secteur : 63 % des 1 084 demandeurs d'emploi sur le bassin ont moins de 25 ans. Il y a 4 demandes d'emploi non satisfaites pour une offre.

mais à 55 km de là !

Le préfet vante l'installation de la Saviem à Batilly (à 55 km de Longwy). Voilà les reconversions qu'on propose aux ouvriers ! Or cette installation était réclamée depuis 1971 par le PCF à Villerupt. Il faut savoir aussi que les besoins satisferont à peine la compression de l'usine d'Homécourt (Sacilor) et de la Sollac. Inutile donc de s'étonner si la table ronde organisée par le préfet avec des notables locaux et les patrons de la Chiers, le 20 juillet dernier s'est trouvée confrontée avec une opération ville morte organisée par le Comité de défense et développement économique et social du Pays-Haut (créé à l'initiative de toutes les forces de gauche en février 1976, et dont le PSU fait partie).

Dans l'usine, malgré une faible implantation syndicale, quelques actions ont eu lieu. La CGT lance, seule un mouvement de grève pour le 20. La CFDT se joint au mouvement en proposant 24 h de grève et si possible avec les autres travailleurs du bassin. Les organisations syndicales et le PC avaient également lancé une manifestation à 9 h 30 devant le bâtiment où se tenait la table ronde. Il y avait environ 500 personnes surtout de la Chiers et d'Usinor où CGT et CFDT prirent la parole, et bien sûr les élus communistes. C'est la deuxième grève à la Chiers depuis le début de l'année. Il n'y en avait pas eu auparavant depuis 1936.

Tout le bassin est menacé par le chômage. Les sujets d'inquiétude s'ajoutent jour après jour. Usine de Cokerille Ougrée Providence : arrêt de la construction d'une nouvelle aciérie ; Usinor Senelle : la construction de l'aciérie inscrite au 4e plan est toujours retardée ; prétexte : manque d'argent ; Usinor Mont Saint-Martin (tôlerie) : compression de l'effectif par la mutation de 55 personnes dès juillet 76.

Il semble donc que patronat et gouvernement veulent lâcher la région au profit de l'axe Thionville-Metz-Nancy. Ce qui reviendrait à dire que le Nord de la Meurthe-et-Moselle, le département des Vosges et la Meuse seront des zones « dortoirs ». Image classique de la restructuration.

J.-C. HUBERT ■

L'été des Lip.

Comme dans beaucoup d'autres entreprises à travers la France, Lip a continué sa lutte pendant ces deux derniers mois. Même si vous étiez en train de vous dorer sur les plages, ou ailleurs, vous avez quand même su que, le 27 juillet, le stock de montres a été déplacé hors l'entreprise jusqu'à... une destination inconnue.

Cette prise du stock n'a pas été une action isolée, faite sur un coup de tête, mais au contraire une action réfléchie, préparée techniquement de longue date, une action qui, d'une part, répondait à la situation du moment, d'autre part, marquait une nouvelle phase dans la lutte engagée.

le stock, trésor de guerre

C'est une réponse à la situation du moment : le pouvoir était en train (et aujourd'hui encore il n'a pas réellement abandonné son projet) de mettre sur pied un plan comportant : — le démantèlement de Lip en 5 unités totalement séparées économiquement et géographiquement ; — la vente de la marque à Ebauche SA ; — la réalisation d'une opération immobilière en lieu et place de l'actuelle usine de Palente.

Cette solution, inadmissible pour les travailleurs, satisfait à la fois les industriels locaux récupérant le matériel, mais n'ayant pratiquement pas de personnel à réembaucher et les industriels suisses qui cherchent toujours à s'étendre pour ne pas être étouffés par l'offensive américaine sur le marché. Enfin le pouvoir y trouvait son compte : la destruction physique de l'entreprise et de ce qu'elle représente lui permettrait de prouver que la lutte ne paye pas.

C'est aussi une nouvelle phase dans la stratégie de lutte : c'est un tournant vers une phase plus offensive, vers la recherche d'un élargissement de la popularisation, d'une augmentation du rapport de force.

Pour cela, les travailleurs de Lip ont créé des commissions de travail sur les thèmes les plus divers, non pas pour réussir une production ou une percée de type commercial, mais pour prouver la capacité de l'entreprise, la vitalité de la lutte et son ouverture à l'extérieur. Ainsi : — *la commission Recherche* qui vise à mettre au point des produits diversifiés dans le domaine médical en collaboration avec des médecins et des professeurs de l'hôpital de Besançon ; — *la commission Jeu* (appelons là ainsi, faute de mieux) qui termine actuellement un jeu baptisé pour le moment « Chomageopoly », un jeu fondé sur les luttes pour l'emploi et contre les fermetures d'entreprise, un jeu qui est plus et autre chose qu'un jeu, un jeu où la victoire d'un des joueurs est le fruit de l'action collective de tous les joueurs (1) ; — *la commission Chômage* qui étudie les problèmes qui se posent à chaque chômeur, qui travaille à la liaison avec les autres chômeurs de Besançon, en particulier par la présence régulière à l'A.N.P.E., etc., etc.

et la coordination

Mais la stratégie adoptée par les Lip ne se limite pas à la popularisation au niveau local ; elle intègre toujours la liaison et la coordination entre toutes les boîtes en lutte. Au moins 20 entreprises en lutte pour l'emploi, au moins 20 entreprises occupées seront présentes à Besançon les 10 et 11 septembre pour la deuxième réunion de la coordination, réunion dont *Tribune Socialiste* vous parlera la semaine prochaine.

Cette coordination répond à des besoins largement ressentis par les travailleurs : trouver ensemble grâce à l'apport de chacun les réponses à des problèmes qui sont le lot quotidien des entreprises en occupation, des entreprises qui sont parties pour une lutte longue : aussi bien les problèmes d'organisation interne (participation aux A.G., garde, comité de soutien, comités d'action, etc.), que les réponses aux 90 %, à la répression ou encore l'utilisation des moyens de diffusion. Face à la crise, dans cette période de plan d'austérité où le pouvoir veut maintenir chacun dans son coin, il s'agit donc de créer une dynamique unitaire de tous ceux qui sont dès aujourd'hui en lutte contre le chômage et l'isolement ; une dynamique qui amène aussi aux conditions nécessaires pour avancer dans la voie d'une solution acceptable pour les travailleurs, et pour faire barrage aux attaques du pouvoir et du patronat sur l'emploi.

Pour autant, il n'est pas question que la coordination soit un substitut quelconque aux syndicats. La coordination est une initiative qui prend sa place, rien que sa place, mais toute sa place dans la lutte de tous les travailleurs contre le patronat et son gouvernement, une initiative qui vise à relier les réflexions sur les luttes et leurs débouchés.

Lip est aujourd'hui comme en 73 une lutte dont l'enjeu est pour une bonne part les perspectives d'avenir et de la bourgeoisie et du mouvement ouvrier.

Pierre CYPRIEN ■

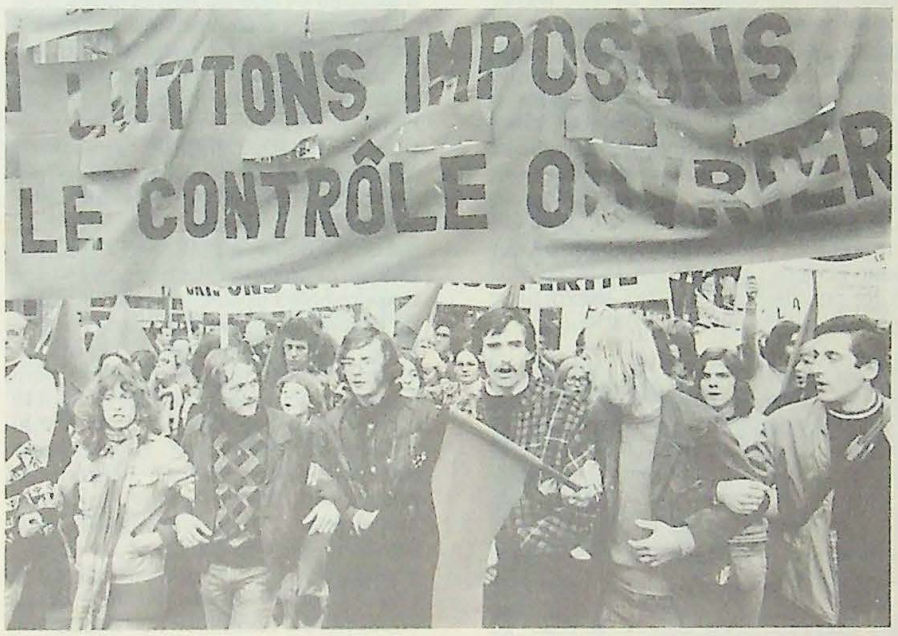


Photo Adja - C. Weiss

Petite chronique bisontine de l'an de grâce 1976 en ces 31 août, 1 et 2 septembre

En ces temps, les Lip, avec l'accord du sieur Intersyndicale, avaient décidé qu'ils iraient ensembles, au pointage, chez demoiselle Ahainepéheu, ou alors que la demoiselle en question viendrait les visiter en leur logis de Palente.

Donc, le 31 août, plus de 600 Lip vinrent en ce but se présenter au logis de demoiselle Ahainepéheu. Or la susdite demoiselle avait un protecteur du nom de Pré-Fetbeziau (1) qui tenait à garder pour lui seul, l'égoïste, les faveurs de la demoiselle. Et c'est pour empêcher les Lip de les obtenir (ces faveurs) que Pré-Fetbeziau fit appel à quelques centaines de sbires tout de bleu vêtus, portant haumes et courts bâtons.

Après quelques horions et autres jets d'une nouvelle arme liquide, appelée « colle » à ce qu'on dit, Pré-Fetbeziau ne put empêcher quelques mandataires lipiens d'aller présenter leurs hommages à demoiselle Ahainepéheu, laquelle leur fit savoir qu'elle ne pouvait rien, qu'elle n'était rien hors de son cher Pré-Fetbeziau. Et ainsi s'acheva cette épique ultime journée d'août.

Le lendemain, les 600 Lip revinrent derechef voir la demoiselle et, cette fois, Préziau-Befet n'avait point délégué suffisamment de sbires pour empêcher tous les Lip de venir en la maison de la fourbe demoiselle. Tout allait donc pour le mieux ; les Lip avaient montré leur force. Le lendemain, 2 septembre, tout prenait un bon chemin comme la veille et avant : la ruse de Pré-Fetbeziau, mettre une fausse demoiselle Ahainepéheu au fond d'une impasse du bon quartier de Palente, semblait déjouée lorsque, soudain, le ciel tomba sur la tête des Lip abasourdis.

Pour bien comprendre, lecteur, tu dois savoir que tout avait été décidé et fait sous le regard bienveillant des trois saints, les saints Dicats comme on les nomme ici, dont se réclament les Lip. Et soudain, en ce jour, en ce 2 septembre de l'an de grâce 1976, le Saint voué au culte de Cégété décida qu'aujourd'hui est noir ce qu'hier était blanc, qu'aujourd'hui est mal ce qu'hier était bon ; et ce du jour au lendemain, sans en avoir dit mot à quiconque auparavant. En un mot comme en mille, le Saint en question se retrouvait du jour au lendemain en accord avec Pré-Fetbeziau pour dire qu'à la vérité Demoiselle Ahainepéheu méritait des hommages individualisés, des visites bien séparées, bien isolées et non point cet hommage collectif dont rêvaient les Lip.

Ce changement venait-il du fait que ce Saint ne se trouvait pas autant fêté en cette bonne ville que le Saint voué au culte de Céhef d'Eté ? Venait-il du fait qu'un hommage collectif était contraire à sa tradition et pourrait gêner sa conception de l'avenir en notre beau pays de France ? Aujourd'hui encore nul ne sait trop ! Certains, dit-on, s'interrogent encore dans les chaumières !

P.C. ■

(1) Le sieur préfet de région sur Besançon s'appelle Beziau.

on ne peut pas tout dire

griffet : les quatorze premiers

Le 1er septembre, quatorze ouvriers sont rentrés dans la nouvelle « Compagnie industrielle des établissements Griffet ». En juillet 1974, 400 travailleurs avaient été licenciés dans cette entreprise de grues. La longue odyssée que fut le conflit Griffet s'est donc achevée. Cinquante autres travailleurs seront repris fin septembre dans la nouvelle compagnie. Malgré l'étroitesse des crédits accordés par le FDES, M. Genoyer, patron du groupe Phocéenne de Métallurgie, a relancé l'entreprise Griffet.

Au total 140 des 400 travailleurs de l'ancienne usine retrouveront leur emploi. A la fois fraternité d'une longue lutte et amertume, car beaucoup ont été obligés de se reconvertir ailleurs et vigilance, car « patron de droite ou patron de gauche égal patron », telles sont les premières réactions des Griffet. M. Genoyer a fait l'éloge de leur long combat, mais aussi de Gaston Defferre et de tous ceux (préfets et industriels) qui l'ont aidé pour relancer Griffet. Dans ce mélange, les syndicats CGT et CFDT ne veulent s'intégrer que pour ce qui leur revient : preuve est faite qu'une lutte pour le maintien de l'emploi peut aboutir, et qu'elle doit continuer. ■

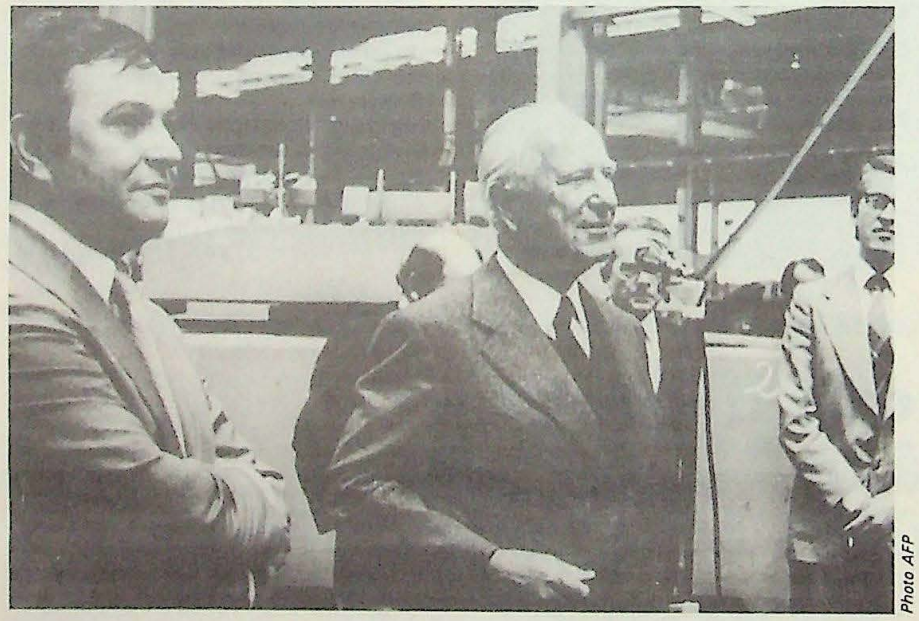


Photo AFP

licenciés es-syndicalisme

Longue série de militants licenciés pour leur seule activité syndicale, mais avec de multiples raisons et prétextes du jury patronal ou ministériel : le préfet de l'Aude vient de licencier le secrétaire du syndicat CFDT des personnels de la préfecture du département : Gérard Cathala, auxiliaire d'Etat depuis 4 ans. L'administration préfectorale n'a rien à lui reprocher et justifie ce licenciement par l'impossibilité de le titulariser. Contre cet abus de pouvoir, un recours a été formé devant le tribunal administratif et les forces de gauche se sont mobilisées pour exiger sa réintégration.

Chez Poclain, ce sont 4 militants syndicaux CFDT qui malgré le refus du comité d'entreprise et de l'Inspection du travail, ont été licenciés par Durafour. Ils ont par ailleurs été inculpés de « séquestration » pour avoir le 31 mars dernier, essayé de retenir la direction dans une négociation qu'elle refusait. Contre le caractère abusif de ces licenciements, la CFDT a introduit un recours devant le tribunal administratif. ■

Cournon : SCPC : on invite Giscard

Depuis le 20 juillet, les ouvriers de CSCPC (bidons de plastique) ont été licenciés pour raison économique.

Le dépôt de bilan qui a été fait par l'entreprise le 15 juillet sans que les ouvriers et leur représentant au conseil d'administration en aient été prévenus. Le tribunal de commerce rendra une décision prochainement. Tiendra-t-il compte du bilan consolidé, c'est-à-dire de la situation de SCPC au sein d'un groupe (le groupe Carnaud-Kerplass), ou se bornera-t-il à regarder les comptes de SCPC mis volontairement en déficit ?

Il faut signaler que la SCPC reverse à Carnaud-Kerplass, 7,5 % du chiffre d'affaires et que de nombreuses irrégularités ont été commises pour justifier le déficit. Les ouvriers occupent l'usine. Ils ont invité Giscard d'Estaing à venir déjeûner avec eux en ces termes :

Les ouvriers de SCPC avec leurs syndicats et le Comité d'entreprise ont décidé de vous inviter à déjeûner avec eux dans l'entreprise... Aussi, si vous acceptez cette invitation à déjeûner, elle permettrait une entrevue avec nos responsables syndicaux pour discuter de la continuité de l'activité de l'entreprise, et du problème de la région Auvergne, en sachant que 5 usines sont occupées actuellement pour cessation d'activité, et que d'autres sont en instance de licenciement. Si la relance est réelle, nous serions heureux de pouvoir en discuter et de l'annoncer aux ouvriers de ces entreprises. Nous pensons que le moment le mieux choisi pour cette rencontre pourrait se situer pendant la période du 9 au 15 septembre à l'occasion de l'exposition que nous ferons à SCPC sur les problèmes de l'emploi, et de préférence le 9 septembre jour de l'inauguration. »

■

banques : informatique et libertés

Une autre lettre écrite à Giscard : celle qui a été faite le 18 août dernier par le syndicat CFDT de la Société Générale :

« Ayant appris par la presse qu'un récent Conseil des Ministres s'était penché sur les risques que pouvaient faire courir l'informatique (les fichiers notamment) aux libertés, nous nous permettons de vous exposer un fait intervenu dans notre entreprise : la Société Générale.

En 1975, la Direction de notre entreprise a pris la décision de constituer un fichier de la clientèle dans lequel doit figurer le numéro de Sécurité sociale du client (et de son conjoint éventuel).

Notre Organisation s'est élevée, en séance du Comité central d'Entreprise, contre cette mesure qui risque de mettre en cause les libertés individuelles du fait de la possible connexion des fichiers par l'intermédiaire du numéro de Sécurité sociale. La CFDT a demandé la cessation immédiate de la collecte de ces renseignements et la destruction du fichier déjà existant ; elle s'est vu opposer un refus par la Direction de la Société Générale.

Nous pensons qu'une Banque nationale comme la Société Générale doit montrer l'exemple en matière de respect des libertés, conformément à la volonté manifestée par le Conseil des Ministres sous votre présidence... » ■

la raison du plus fort...

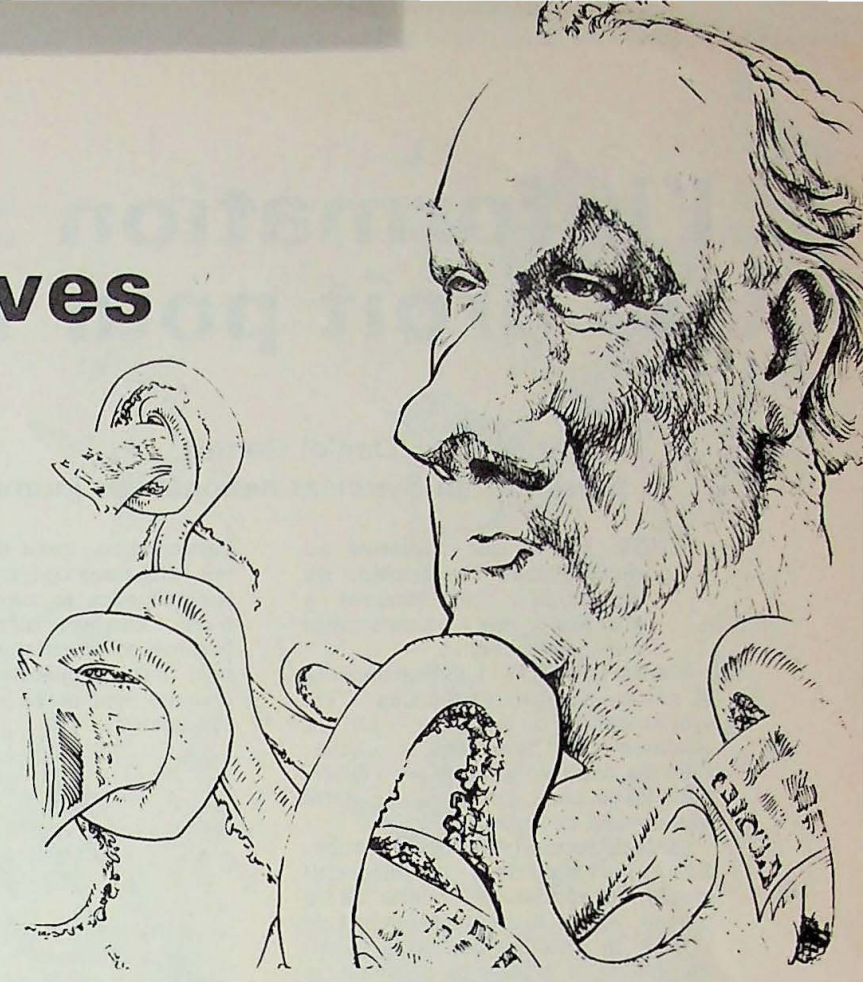
C'est une histoire rocambolesque qui est arrivée à J.-P. Azuelos en prison à Fleury-Mérogis depuis le 22 mai dernier. Un soir, un patron violait la fiancée de ce dernier, âgée de 17 ans. Trois jours plus tard le monsieur de retour d'un week-end aux Baléares avec sa femme, se présente au domicile des parents de la jeune fille pour récupérer les clés de son entreprise qu'elle avait gardée. Il signe un papier aux parents promettant un dédommagement d'un million de francs pour la perte de virginité de leur fille. N'ayant pas d'argent, il revient le lendemain et reçoit une râclée de J.-P. Azuelos. Il porte plainte pour coups et blessures et prétend ensuite devant le juge s'être fait extorquer la promesse de dédommagement sous la menace. J.-P. Azuelos est en prison et malgré son état dépressif (tentative de suicide), malgré trois demandes de mise en liberté provisoire n'a pas été libéré.

Le juge d'instruction le considère « dangereux » ! La justice de classe ne connaît pas de limites. On sait que le

viol n'est qu'un délit pas trop grave dans la jurisprudence française. Par contre, cogner sur un patron, ça vous donne droit à trois mois de préventive automatique ! Azuelos sera jugé aux alentours du 20 septembre. De nombreux militants et notamment les mouvements féministes seront là pour le soutenir.

Y.S. ■

France-Soir : le quotidien de mes rêves



Les journalistes de France-Soir ont mis fin à leur grève de 9 jours avec la dignité qui convient à des cadres exerçant une profession intellectuelle pleine de « responsabilité ». Robert Hersant peut être satisfait de ses nouveaux sujets : ils savent terminer une grève. Si ce monsieur Hersant connaît tant soit peu la signification du mot reconnaissance, il ne manquera d'ailleurs pas d'envoyer une caisse de champagne au Syndicat du Livre et une autre au Syndicat des Journalistes CGT. Lesquels, s'ils ne sont pas mesquins, pourront en distraire une ou deux bouteilles pour les responsables de la CFDT à *France-Soir*.

Depuis le vendredi 27 août, Robert Hersant possède vraiment le quotidien du soir de ses rêves. Il ne lui aura fallu que quatorze jours pour balayer les obstacles. *France-Soir* s'ajoute à tout un empire et fait désormais de lui le patron de presse le plus important de France. Quand les journalistes de la rue Réaumur se sont rebellés à une forte majorité, quand on a vu apparaître leurs représentants indignés sur les petits écrans, quand leur grève s'est durcie contre cet ex-admirateur du maréchal Pétain et des nazis, cet escroc amnistié providentiellement, cet homme-lige prisonnier du groupe politico-affairiste de Chirac, on s'est pris à espérer. Le mouvement avait l'air sérieux, motivé, solide. D'autant plus que le mercredi qui a suivi le début de la grève avait été l'occasion, pour l'intersyndicale, de constater que la rédaction ne voulait pas de compromis boiteux : elle refusa un vague accord provisoire avec Hersant pour voter massivement la poursuite de la grève.

Pourtant, déjà, ce jour-là, à une réunion du Syndicat du Livre à laquelle participait Georges Séguy, il avait été décidé que les journalistes avaient assez joué comme cela et que la grève devait cesser le plus rapidement possible. Au nom du principe selon lequel les journalistes n'ont ni à avoir des états d'âme à propos de leurs patrons ni à prétendre qu'ils ont leur mot à dire quand il s'agit d'en changer. Etant entendu que pour résoudre ce genre de problème il suffit de s'adresser au Programme commun. Cette attitude de briseurs de grève — le mot est fort mais reflète la triste réalité — se concrétisa le samedi suivant, le journal ne paraissant toujours pas, par une affiche du Livre, dénonçant la grave irresponsabilité des journalistes. Fidèle à ses traditions démocratiques, le Livre n'avait même pas jugé utile de prévenir les syndicats de journalistes de sa prise de position et de la diffusion du texte.

gagner du temps...

La reparution pendant une journée, pour permettre à la justice saisie par les syndicats, « de se prononcer en toute sérénité », ne réussit pas à briser la grève qui reprit dès le mardi à la surprise de l'intersyndicale découvrant la solidité du noyau de journalistes décidés à s'opposer politiquement à la venue de Robert Hersant, puisque sa prise de participation dans le journal était une action politique. A la limite, on peut dire qu'une partie de l'intersyndicale était déçue, au moins déroutée, par cette intransigeance.

Car, dès le début du mouvement, le rôle des représentants syndicaux a été assez ambigu. D'abord, il y avait la position plus que réservée de la CGT, minoritaire à *France-Soir* mais aussi, et surtout, le cheminement tortueux de la CFDT qui donnait l'impression d'accélérer et de freiner en même temps. Ce genre de manœuvre conduit en principe à des dérapages plus ou moins bien contrôlés. Dans les mots... c'était la révolution, et dans les faits, la recherche de n'importe quel accord à imposer à la rédaction au nom de la solidarité avec l'intersyndicale ou de la nécessaire union devant l'ennemi. C'est avec ce type de raisonnement que Paul Parisot, responsable de la CFDT, a failli faire reprendre le travail au bout de deux jours. Il a fallu qu'un journaliste se lève et déclare tranquillement : « Bon, j'ai compris, demain on fait le journal d'Hersant » pour que l'assemblée générale mesure la « qualité » du piège.

Photo AFP

LES TITRES D'HERSANT

Les quotidiens :
— *France-Soir - Le Figaro - Nord-matin - Nord-éclair - Paris-Normandie - Le Havre-presse - L'Eclair de Nantes - La Liberté du Morbihan - Centre-presse - Le Berry républicain - La Nouvelle République des Pyrénées - France-Antilles.*
Cela représente chaque jour une diffusion d'environ 2 100 000 exemplaires qui « dominent » une trentaine de départements. Robert Hersant possède, en outre, 8 hebdomadaires qui dominent la Normandie pour le compte de Lecanuet et une dizaine de magazines dont le fleuron est l'*Auto-journal*. A part cela Robert Hersant dirige une agence de presse qui ne demande qu'à fonctionner pour faciliter la concentration et l'information unique de tous ses titres, une agence de publicité, de nombreuses imprimeries et une société de transmission de fac-similé par câbles qui lui permettra prochainement d'imprimer ses journaux nationaux (*Figaro* et *France-Soir* dont on peut envisager qu'ils fusionneront) en même temps à Paris et dans plusieurs régions françaises.
Pour bien comprendre comment « fonctionne » Hersant et comment il manipule ses rédactions ou même ses actions de rachat de titres il n'est pas inutile de lire *Le Papivore*, un livre qui paraît ces jours-ci aux Editions Jean-Claude Lattès. Le livre — qui prend la forme du roman — est épouvantablement mauvais, mais comme il ne fait que travestir légèrement la vie d'Hersant, il est révélateur.

L'accord consistait à confier l'administration provisoire du journal, pour neuf jours, à... l'administrateur sortant, Désiré Goddyn, pour « gagner du temps ». C'est à peu près d'ailleurs la teneur de l'accord imposé une semaine plus tard — toujours au nom des mêmes principes — par cette même intersyndicale. Goddyn, le représentant traditionnel des patrons, est chargé de... « *représenter la rédaction* » et « *d'entamer des négociations sur la sauvegarde des intérêts des journalistes, notamment sur la clause de conscience* ».

simples reproches

La grève a donc été suspendue — faut bien respecter les formes, quand même — en échange d'un accord qui reproduit purement et simplement ce que prévoient la loi de 1935 et la convention collective à savoir qu'un journaliste, à l'arrivée d'un nouveau propriétaire a le droit de partir en touchant toutes ses indemnités. Parallèlement à cela ont été entreprises une série d'actions judiciaires qui, en l'absence de toute pression de la rédaction, poursuivront leurs cours cahin-caha. On vous en reparlera peut-être dans un an ou deux. On ne voit pas pourquoi le pouvoir, maintenant que l'émotion est passée, conseillerait à la justice de faire enfin respecter les ordonnances sur la presse de 1944. Ordonnances qui interdisant l'usage des prête-noms, la propriété de plusieurs quotidiens et exigent la publicité de toutes les transactions financières concernant les journaux... Ce n'est pas la nomination d'un expert, résultat de la première action judiciaire, qui accélérera le cours de la justice.

Reste que le millier de journalistes venus manifester leur solidarité aux gens de *France-soir* sont maintenant encore plus sceptiques qu'avant ; tous ceux qui en province avaient espéré trouver dans la détermination de leurs confrères une raison d'en faire autant un jour ou l'autre, sont retournés à leur démobilisation quasi-permanente. Les petits combats individuels, souvent inutiles et toujours décourageants, vont reprendre. Il n'est pas question de reprocher aux journalistes de *France-Soir* d'avoir cessé leur grève au moment où elle pouvait véritablement devenir une affaire nationale et faire (un peu) reculer le pouvoir en matière de presse. On leur reprochera simplement de nous avoir fait croire qu'ils pouvaient faire cette grève.

C.M. Vadrot ■

l'information : un droit pour les travailleurs

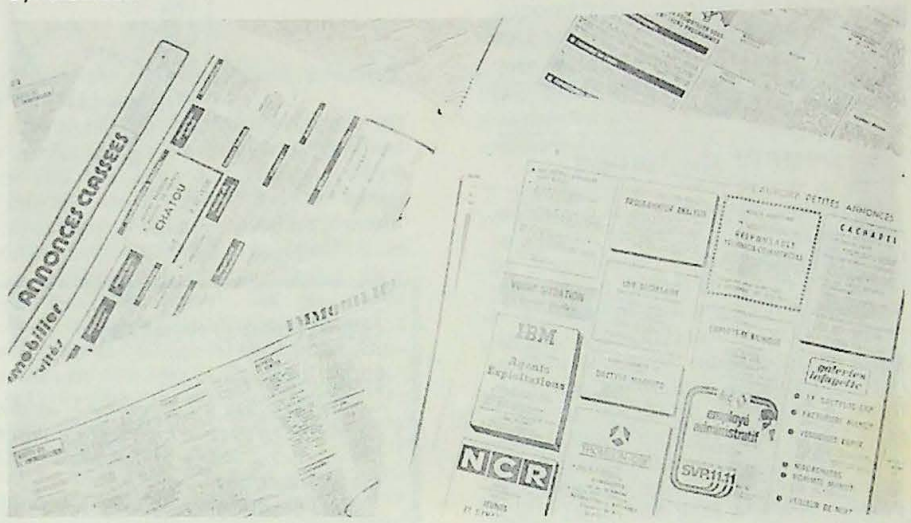
entretien avec Daniel Gentot, président du Syndicat national des journalistes

TS : Bien que survenue au mois d'août, l'acquisition de France-Soir par Hersant a entraîné une mobilisation exceptionnelle...

Daniel GENTOT : L'été est toujours la saison des mauvais coups. C'est vrai en dehors de la presse — LIP par exemple. C'est vrai dans la presse : l'été 74 avait vu le coup sur l'ORTF, l'été 75 le coup sur *Le Figaro,* cette fois-ci celui de *France-Soir.*

Mais de surcroît, le coup de *France-Soir* intervient dans un dispositif global de reprise en mains de la presse. Après le démantèlement de l'ORTF, la mise au pas de la quasi-totalité de la presse de province, le projet d'une nouvelle fiscalité sur les hebdos, la nomination de Pigeat à la direction de l'AFP, l'interdiction de journaux porno, il y avait un cadre général dans lequel *France-Soir* ne fait que s'intégrer.

Et puis, celui qui fait main basse sur *France-Soir,* c'est Hersant, le numéro un de la presse française, le Springer français, dont on connaît le passé — y compris le passé de soi-disant gestionnaire : celui d'un homme qui fait valser des opérations financières sur lesquelles les comités d'entreprise n'ont aucune information. D'un homme qui méprise les textes de loi pour faire ses opérations, mais qui les invoque pour poursuivre les sections syndicales...



Les journalistes savent suffisamment ce que représente Hersant et son influence pour se mobiliser. Et il est heureux que — contrairement à ce qui s'était passé au *Figaro* — la rédaction de *France-Soir* se soit immédiatement et complètement mobilisée.

TS : On ne comprend pas forcément très bien pourquoi Hersant mettrait plus en cause le pluralisme de la presse que le groupe Hachette, auquel France-Soir appartenait auparavant...

D.G. : Mais il y a eu des bagarres contre Hachette ! Dans la lutte syndicale, Hachette a toujours été en bonne place, lorsque nous dénoncions les trusts de la presse, la concentration de l'information. Lorsque Gorini est arrivé à la tête de *France-Soir,* il y avait déjà eu 48 heures de mouvement. A chaque arrivée d'un nouveau directeur, cela se traduit, à *France-Soir,* par de nouveaux licenciements, un nouveau tour de vis idéologique, et une valse des indemnités pour les chefs suprêmes : Amouroux aurait touché 120 millions d'anciens francs ! Et, au nom de cela, ce sont chaque fois les travailleurs-journalistes, mais aussi employés, ouvriers qui trinquent. Alors, cette fois, les gars étaient prévenus, surtout que le nouvel arrivant était bien connu pour ses pratiques !

TS : La grève a en tout cas connu un retentissement important...

D.G. : Cela a été dû d'abord à l'aspect public de la grève : toutes les assemblées générales ont été ouvertes. Et puis, les relais ont été nombreux et immédiats. Le mouvement syndical était d'autant plus prêt à jouer ce rôle au niveau national que des mouvements importants s'étaient déroulés depuis quelques mois, qui avaient sensibilisé sur les problèmes professionnels, et au-delà, sur les structures de la presse en France... Il y avait eu la journée du 21 mai, et celle du 17 juin. Des démarches avaient été effectuées auprès des préfets, des élus locaux, des groupes parlementaires, qui commençaient à provoquer des réponses. Le PS avait par exemple déposé, le 1er juillet, une demande de création de commission d'enquête parlementaire sur les transferts de propriété d'entreprises de presse au moyen de fonds dont la provenance n'avait pas été révélée.

L'affaire *France-Soir* arrivait donc comme une illustration particulièrement significative de ce sur quoi nous nous battions... Et puis elle a illustré les pratiques en cours dans de grands organes d'information : la censure politique par les directions des stations de radio par exemple. Ainsi, le 11 août, Périer, le rédacteur en chef de *Radio-France* censurait le « papier » de Michel Lemerle, à *France-Culture,* sur *France-Soir.* Ainsi le 26 août, Etienne Mougeotte, à *Europe 1,* interdisait à Ralph Messac de parler, au cours du journal de midi, de la journée nationale d'action des journalistes.

TS : Certains peuvent se sentir réticents devant un mouvement tendant à défendre des journalistes de France-Soir, c'est-à-dire des plumitifs au service constant de la bourgeoisie...

D.G. : Il y a plus de 200 journalistes à *France-Soir,* et ils ne sont pas tous faits sur le moule que tu dis ! Il y a des camarades appartenant à toutes les nuances politiques, dans la rédaction.

C'est vrai qu'il y en a un certain nombre qui sont là pour défendre le gouvernement, ou pour s'en prendre aux prisons « 4 étoiles » et à la jeunesse délinquante. Mais ce que nous défendons, c'est aussi leur liberté d'opinion, c'est aussi leur droit à la liberté d'expression.

Nous défendons le droit du journal à exister, et le droit des journalistes à y travailler, mais pas au prix du silence,

ils ont écrit...

« Je ne suis pas un homme de parti, je n'ai donc pas l'intention d'attacher, pour le meilleur ou pour le pire, le *Figaro* au char de mon ambition politique (...) Alors ? Il reste « le procès ». Celui qu'on me fait et refait inlassablement depuis trente ans, éternellement recommencé par de nouveaux procureurs (...) Pourtant, il ne peut y avoir aucune équivoque. Ces lointaines années sont toujours les plus chères à mon cœur. Il n'y a rien que j'ai fait alors dont je ne sois fier... »

Robert HERSANT (lettre au Président de la Société des cadres du *Figaro,* 5 mai 1975).

« De nombreuses personnalités ont manifesté à l'équipe du *Figaro* leur appui total dans le mouvement que mènent les journalistes pour l'indépendance de la pensée. »

Parmi les signataires : un certain Valéry Giscard d'Estaing. C'était le 15 mai 1969.

« Si une commission parlementaire d'enquête est proposée à la commission des lois à la rentrée sur les problèmes de presse, il est probable, car je n'ai pas d'engagement à prendre, que je me prononcerai favorablement, car je souhaite que la lumière soit faite sur la situation réelle de la presse, de ses capitaux, et de son exploitation. »

Charles BIGNON, député UDR de la Somme (1er septembre 1976, lettre au SNJ) : rendez-vous à la rentrée !

hoquet e

Il y a 32 ans, alors que l'ennemi était encore aux portes de Paris, l'un des premiers actes de la libération avait été la libération de la presse et son organisation avec l'ordonnance du 26 août 1944. Ce n'était pas pour autant un texte rédigé à la hâte. Il avait été longuement préparé, à Alger, et dans la clandestinité. Il ne s'agissait pas uniquement d'importantes mesures techniques (condamnation du prête-nom ou interdiction, pour un même individu d'être directeur de plusieurs quotidiens, etc.). A travers cet édifice juridique se dessinait toute une conception, une philosophie de la presse qui sera notamment exprimée quelques temps plus tard à travers le projet de déclaration de la Fédération Nationale de la Presse : « La presse n'est pas un instrument de profit commercial », « la presse est libre quand elle ne dépend ni des puissances gouvernementales, ni des puissances d'argent ».

Que ne fait-on respecter aujourd'hui l'ordonnance de 44, toujours en vigueur ! Les pouvoirs publics ne cessent de faire référence à la légalité. Souvenons-nous des propos de l'ex-Premier Ministre à la fin de l'O.R.T.F. ou à propos du *Parisien Libéré* pour fustiger l'attitude jugée illégale des grévistes. Y aurait-il de bonnes et de mauvaises lois. Celles qu'on invoque contre les travailleurs et celles qu'on oublie quand les intérêts du Patronat sont en jeu ?

Bien sûr, ce n'est pas d'aujourd'hui que nous découvrons que les espoirs du législateur de 44 ont été trahis et que nous sommes passés d'une presse d'idée à une presse de tiroir-caisse. Mais les circonstances économiques, politiques, techniques aidant, nous voyons désormais se dessiner le stade des super concentrations. Ce qui est en jeu, c'est l'avenir de notre profession déjà durement touchée par le chômage et peut-être plus encore, le risque, à très court terme, de voir une grande partie du territoire irriguée par une seule source d'information. (...)

Au-delà de l'accélération du processus de concentration, ce qui nous choque profondément dans les évolutions actuelles, c'est un degré de cynisme jamais atteint par le patronat de la presse. Le grand ballet des cessions et rétrocessions à *France-Soir,* mais aussi dans le groupe *Paris-Match* ou à l'*Echo de la Mode* n'en est que l'exemple le plus criant.

Comment peut-on, à notre époque, acheter un journal (comme ce fut le cas pour le *Figaro*) avec des valises pleines de billets sans que cela jette quelque suspicion sur l'opération ? Ce sont des méthodes que n'utilisent même plus les maquignons sur le moindre marché de sous-préfecture. Nous n'avons toujours pas reçu de réponse à la question-clé que nous posons depuis des mois :

D'OU VIENT L'ARGENT ?

Est-il vrai que des banques nationalisées ont prêté leur concours à ces opérations ? Là aussi la volonté de clarté du législateur de 44 est bafouée. Nous avons demandé une commission d'enquête parlementaire. Elle est plus indispensable que jamais.

ou de la censure, imposée aux autres.

Les journalistes de *France-Soir* ont d'ailleurs, pendant cette grève, posé clairement, pour la première fois, le problème du contenu de leur journal. Ils ont fait un texte ; « dix conditions posées à la reprise du travail », portant sur le contenu du journal, et prévoyant notamment qu'en cas de conflit d'application, dans l'avenir, entre leurs délégués et la rédaction en chef, ce sera l'assemblée générale réunie immédiatement qui tranchera : la direction sait donc, désormais, qu'elle est sous la menace, à tout moment, d'une reprise de la grève, au cas où elle voudrait imposer ses quatre volontés sur le plan rédactionnel...

TS : Quels sont, maintenant, les objectifs de la lutte syndicale des journalistes ?

D.G. : Nous souhaitons avant tout qu'un grand débat public national puisse s'instaurer autour des problèmes d'information, sur le droit du public à l'information, sur le statut de la presse, sur l'aide de l'Etat. D'où le recours aux instances institutionnelles, comme caisses de résonnance pour ce débat : au Parlement, aux tribunaux. Il y a la suite de l'affaire *France-Soir* elle-même, et il n'est pas indifférent que le jugement en référé, notant que les conditions de la cession à Hersant sont « aussi rapides aussi singulières », désigne un expert-consultant qui devra communiquer aux syndicats toutes les pièces du dossier.

Il y a les plaintes contre X, déposées dans dix villes où existent des journaux Hersant...

Il y a l'espoir dans une mobilisation beaucoup plus large. Un exemple ici pourrait être constitué par le *Comité régional de coordination pour la défense de la liberté de l'information,* qui vient de se constituer dans le Nord, à l'initiative conjointe des syndicats de journalistes, de la Fédération des travailleurs du Livre, du PC, du PS, du PSU, du Syndicat de la Magistrature, de l'Union des Jeunes Avocats et du Syndicat des Avocats de France.

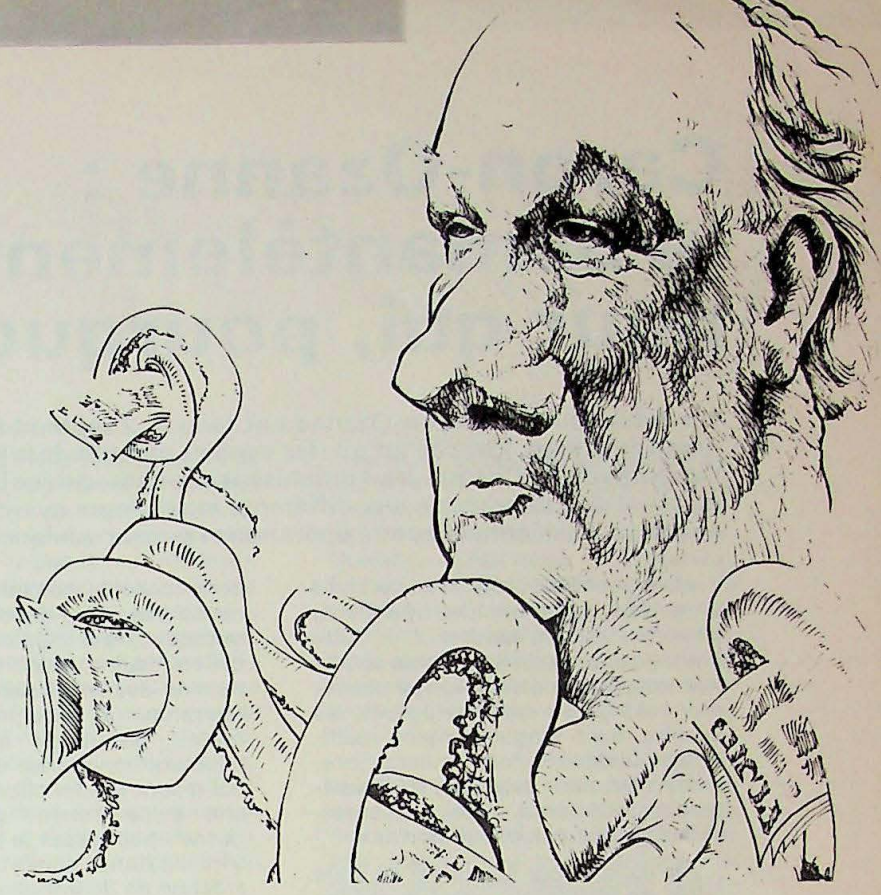
Une action efficace ne sera vraiment possible que si à partir d'un front commun des travailleurs de la presse, on peut en appeler à l'ensemble des travailleurs, car c'est leur droit à l'information qu'il s'agit de défendre.

TS : Le front commun dont tu parles semble avoir connu quelques limites à France-Soir, si l'on examine les positions de la Fédération française des travailleurs du Livre et de la CGT...

D.G. : C'est le moins qu'on puisse dire ! Les travailleurs du Livre avaient bien fait, à *France-Soir,* de beaux messages de solidarité à la grève des journalistes, très bien imprimés en couleurs ! Mais leur position concrète a abouti à ce qui ressemblait bel et bien à un désaveu du mouvement, comme s'il fallait accepter à l'avance d'être battus, comme si tout était fait, et que Hersant était déjà là, tout-puissant.
Ils se sont opposés à toute confection d'un *France-Soir* pirate par les grévistes, mais n'ont pas dit clairement qu'ils refuseraient à Hersant d'imprimer un *Figaro* du soir s'il le leur demandait... De même, au niveau national, la position de fait de la FFTL équivalait, le 26 août, à un désaveu de la grève nationale des journalistes.

Cela dit, je le répète, c'est bien l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations qu'il faut mobiliser dans la bataille pour la défense de l'emploi, et pour un véritable droit de tous à l'information, dans le cadre d'une charte démocratique, et avec un système où l'aide de l'Etat aux entreprises de presse serait inversement proportionnelle à la surface publicitaire des journaux.

Propos recueillis par
Gilbert HERCET ■



criailleries

Et que l'on ne vienne pas camoufler ces tractations en opération « sauvetage » organisée par le « bon gestionnaire » Hersant. C'est une légende qu'entre autres nos camarades de Normandie ont détruit depuis longtemps en publiant leur « Livre noir sur la gestion de Robert Hersant à *Paris-Normandie* ». Si la bonne gestion, c'est le royaume de la combine, c'est le mépris des travailleurs, c'est la mise en coupe réglée des sociétés rachetées, alors oui, Robert Hersant est un bon gestionnaire. Mais si c'est le modèle que l'on se fait de la société française, il faut le dire clairement et ce n'est plus Raymond Barre qu'il faut appeler au gouvernement mais les frères Willot !

Aujourd'hui, malgré les difficultés de la période estivale, la profession se mobilise avec les camarades de *France-Soir.* Elle sait qu'elle aura aussi d'autres combats à mener face à la stratégie globale que met en place le patronat, aidé par les pouvoirs publics. La négociation de la révision de la convention collective nous en donne un bon exemple. Nous avons réussi, vaille que vaille, après cinq ans de discussions à nous mettre d'accord sur les dispositions matérielles de cette convention. Mais sur les droits moraux, les patrons demeurent intraitables. Ils continuent d'exiger que les journalistes ne puissent tenir à l'extérieur de l'entreprise des propos portant atteinte aux intérêts de leur publication. Qui serait juge de ces atteintes ? Les patrons et eux seuls. Ce n'est plus tolérable. Et l'on voit ainsi se dessiner la toile d'araignée que certains rêvent de tisser. L'accélération des concentrations, quelques titres seulement qui subsisteraient, les journalistes citoyens « diminués » et Robert Hersant attendant les réponses à ses petites annonces : « Recherchons journalistes tendance majorité présidentielle ». La boucle serait alors bouclée.

Voilà pourquoi nous luttons pour l'application de l'ordonnance de 44, la défense du pluralisme de la presse, la défense de l'emploi des journalistes et des autres travailleurs de la presse. Voilà pourquoi nous apportons notre soutien et notre solidarité à nos camarades de *France-Soir.*

Ceux qui peuvent, un seul instant, penser que, quand nous défendons le pluralisme, quand nous demandons l'application de la loi, nous nous livrons à des « criailleries », ceux-là prouvent, par là-même, leur conception anti-démocratique et leur goût pour les régimes autoritaires. Dans ce hoquet insultant, c'est tout leur passé qui leur remonte aux lèvres.

Certains patrons feraient bien de mieux mesurer la portée du cri d'indignation de la profession.

Mais encore une fois, ce ne sont pas les réactions épidermiques qui guident le combat des journalistes, mais la profonde conviction que seul le maintien et la restauration du pluralisme peuvent garantir l'avenir, et de la profession et de la liberté de la presse.

Michel LEMERLE ■
(Président de l'Union nationale des syndicats de journalistes), intervention à la manifestation du 26 août.

Les impressions de la police

Traditionnellement, la police et la justice bourgeoises ne perdent pas leur temps pendant l'été. Malgré les vacances de leurs effectifs, ordres, suivis d'exécutions, sont donnés d'évacuer les usines occupées. Parmi la bonne dizaine d'entreprises de presse dans cette situation là, quatre sont aujourd'hui « contrôlés » par les flics. Mais ces derniers ne savent pas remettre les machines en route. Ils ne savent pas produire, ni vendre et encore moins payer les travailleurs licenciés.

Après Caron-Ozanne, évacué le 20 mai dernier, ce qui n'a pas empêché la poursuite de la popularisation des luttes à travers « Ouest licenciement », l'IMRO de Rouen, puis GAMMA à Nevers et enfin (si l'on peut dire) Delta-Graphie à Biot, reçurent la visite de policiers intéressés. Cela fait beaucoup en si peu de temps.

La risposte a été inégale. Cela est allé du déblayage à l'arrêt de travail de 24 heures. Dans le cas de l'évacuation de Delta-Graphie, survenue fin août, une heure d'arrêt de travail a été observée le 30 août dernier.

La restructuration du secteur se poursuit suivant les conclusions du sinistre Plan Lecat qui prévoit dix mille suppressions d'emploi avant cinq ans. La lutte contre ce Plan reste en-deça de l'enjeu. La Fédération CGT du Livre même des batailles en ordre dispersé, plus intéressée à surveiller sa gauche que sa droite. Ici et là, sont prises des initiatives plus ou moins audacieuses, plus ou moins courageuses. Aucune coordination, aucune liaison avec les entreprises occupées des autres secteurs ne sont réellement mises en avant par la CGT-Livre.

Trop faible pour suppléer cette carence, la Fédération CFDT, tenue le plus souvent à l'écart des initiatives, ne peut que faire du suivisme, réclamant en vain « l'unité dans l'action ». Pourtant, l'initiative de Caron-Ozanne autour du journal de lutte « Ouest-licenciement » a ouvert une voie nouvelle dans ce secteur. Les « Caron-Ozanne » seront à Besançon lors de la prochaine coordination des entreprises en lutte. Les travailleurs de l'IMRO y participeront peut être. Les divergences qui ont éclaté dans cette dernière entreprise lors des portes ouvertes de la mi-juin ont mis en évidence l'immense chemin qu'il restait à faire, à la CGT-Livre notamment, avant d'assumer démocratiquement et avec dynamisme la situation catastrophique dans le secteur des entreprises de presse. Les négociations secrètes autour du « *Parisien libéré* » l'attestent.

M.C. ■

Caron-Ozanne : le démantèlement pour qui, pourquoi ?

Les travailleurs de Caron-Ozanne ont tenu le 2 septembre une conférence de presse, juste avant que les syndics chargés de la liquidation de l'imprimerie du Chemin-Vert organisent une vente privée pour brader le matériel de l'imprimerie aux différents imprimeurs ayant pris contact avec eux. Ils dénoncent cette opération et posent quelques questions !

« Les syndics eux se sont conduits en parfait exécutants des intérêts du patronat, pour s'opposer à la lutte menée par les travailleurs pour sauver leur emploi. Mais s'il s'agit de trouver une solution de redémarrage, là, les syndics sont singulièrement inefficaces. D'ailleurs, lors de notre première rencontre avec eux, Me Renussard nous déclarait : « Moi, vous savez, ça fait quinze ans que je liquide ».

Par contre pour ce qui est de nous priver de téléphone contre toutes les règles de sécurité, ça les syndics savent le faire. Pour ce qui est de faire pression sur les marchands de fuel pour qu'ils refusent de nous livrer, là les syndics sont encore compétents. De même faire évacuer 8 travailleurs par 250 gardes mobiles et livrer l'usine au pillage d'une milice privée, c'est encore du domaine des syndics. Arrivés à ce stade, les syndics peuvent enfin accomplir leur rêve : liquider. Pensez donc ce n'est pas tous les jours qu'on liquide une usine toute neuve qui n'a pas fonctionné un an, et qui a reçu une aide de 2,8 millions de francs pour la création de 30 emplois.

Les conséquences de ce démantèlement sont claires : La première, c'est la destruction irréversible d'une communauté humaine qui s'était constituée entre les travailleurs... La seconde c'est l'énorme gaspillage qui en résulte ; gaspillage dans la dispersion des machines qui représentaient une unité de production cohérente ; gaspillage au niveau du bâtiment conçu pour une imprimerie qui n'aura pas fonctionné comme tel une seule année ; gaspillage des deniers publics par le prêt de 2,8 millions de francs qui a été alloué pour la création de 30 millions à l'imprimerie Caron-Ozanne ; gaspillage lorsqu'on préfère verser des indemnités de licenciements ou de chômage au lieu de maintenir en service l'outil de travail.

Aussi posons-nous quelques questions. Aux syndics tout d'abord : les syndics si scrupuleux à faire respecter le droit de propriété ne connaissent-ils pas le droit au travail ? Demanderont-ils des comptes à M. Herpe, PDG de Caron et de la SEBN Caron-Ozanne ? Exigeront-ils des membres du conseil d'administration quelques sérieuses justifications ? Les travailleurs eux, ont déjà été convoqués par la police judiciaire suite à une plainte pour vol et abus de confiance.

A Ouest-France et à Me Girault (sénateur-maire de Caen), nous demandons : tous deux responsables de l'emploi des travailleurs de Caron-Ozanne répondent-ils de leurs responsabilités en laissant se faire le démantèlement de l'imprimerie du Chemin Vert ? Tous deux soit disant soucieux du pluralisme de la presse, vont-ils laisser complètement tomber l'imprimerie du Chemin Vert pendant qu'Hersant adapte son imprimerie de Giberville au procédé de fac-similé ?

Enfin quelles solutions offrent les pouvoirs publics à la trentaine de travailleurs qui n'ont pas retrouvé d'emploi ? Vont-ils laisser continuer le gaspillage de l'outil de travail par les responsables du conflit tout en prêchant l'austérité aux travailleurs ? Les 2 millions de NF disponibles pour le projet de redémarrage de M. Ozanne sont-ils toujours disponibles pour une solution de redémarrage ou ont-ils été alloués à M. Hersant pour son installation de « fac-similé » ? » ■

Photo AFP

Firmin-Didot : réintégrez M. Caillère

Pas de vacances pour la répression, refrain connu ! Le licenciement de Marcel Caillère, militant PSU à l'imprimerie alençonnaise, Firmin-Didot le confirme.

Les patrons de cette usine ne pardonnent pas aux ouvriers d'avoir fin juin dernier, affirmé en occupant leur usine, que leur force de travail, leur vie est aussi importante que les capitaux. La direction avait refusé de négocier un accord réduisant le temps de travail et une amélioration des salaires. Dans cette usine, un ouvrier hautement qualifié gagne 1 910 F net par mois, pour 40 heures de travail hebdomadaire. Au cours d'une assemblée générale, 80 % des 110 travailleurs productifs, votaient la grève. Un comité de grève était élu.

La direction n'a répondu que par la menace :

— Trois lettres à chaque membre du personnel pour casser le mouvement ; sept travailleurs sont traduits devant le Tribunal des référés, qui prononce l'expulsion de ces travailleurs de l'entreprise, avec « l'assistance de la force publique si besoin est »... ; menace de dépôt de bilan ; aucune réponse aux demandes de négociation.

Il faut savoir que le PDG avait déjà fermé une autre imprimerie du même groupe à Ivry mettant plus de 100 travailleurs sur le pavé, pour se restructurer. Les cadres mettent la main à la pâte. Certains favorisent la politique de division du patron. Le représentant cadre au CE votera 3 licenciements sur 4. Malgré le refus des ouvriers, ils prennent part au vote organisé par le PDG. Résultat : 56 % pour la reprise.

Ce faible pourcentage déchaîne la hargne du PDG. Il demande le licenciement de trois élus du personnel et du délégué syndical. Après refus du CE et de l'inspecteur du Travail, il fait appel auprès du ministre du Travail. Dans le même temps, il licencie sous les mêmes prétextes (occupation illicite des locaux de l'entreprise et non-exécution de l'ordonnance du Tribunal) le secrétaire départemental de la 120e section de la Fédération du Livre (depuis vingt ans), vingt-sept ans de maison, Marcel Caillère.

Le licenciement de Marcel Caillère lui a été signifié le jour du départ en congé du personnel. Malgré les vacances, une riposte syndicale efficace a été organisée : délégations CGT auprès du préfet, du député, du conseiller général, du maire; communiqués, pétition pour la réintégration de M. Caillère, contre les menaces de licenciement et la répression. Cette répression patronale est sans précédent dans l'entreprise. Un recul sur cette affaire serait un recul des libertés syndicales dans tout le secteur.

Les travailleurs de l'imprimerie alençonnaise ont pratiqué un type de lutte original dans leur conflit, tant par leur organisation que la démocratie des décisions prises en AG. Ils sauront pratiquer la riposte de la même manière. Marcel Caillère était délégué syndical, mais aussi conseiller prud'hommal. On devine bien que certains patrons de la région ne lui pardonnent pas d'avoir défendu les ouvriers. Il est aussi connu pour son activité politique et l'action qu'il mène sur le cadre de vie. A la veille d'échéances électorales, les patrons n'ont pas oublié qu'il fut candidat du PSU aux cantonales.

Y. S. ■

et pourtant elle tourne...

Liban : pourquoi ça a « craqué ? »

Depuis maintenant plus d'un an et demi, la crise puis la guerre civile oppose au Liban la droite au pouvoir et la gauche composée, surtout de mulsulmans, mais aussi de nombreux chrétiens. Sans l'intervention syrienne, il ne fait aucun doute que la gauche alliée aux Palestiniens l'aurait emporté.

La guerre civile au Liban est, en effet, le produit de la lente désagrégation de l'idéologie politique qui a maintenu le Liban hors des bouleversements survenus dans les pays arabes depuis la dernière guerre : le confessionalisme.

Il a servi à justifier la politique isolationniste du gouvernement libanais. Mais le Liban vit, aujourd'hui, le drame de son appartenance au monde arabe, C'est ce qu'ont manifesté hautement les masses libanaises et, en particulier, celles du Sud, en entrant dans la lutte aux côtés des Palestiniens.

La bourgeoisie libanaise a abandonné progressivement des secteurs entiers de l'économie aux étrangers. La croissance monosectorielle entraînait de profonds déséquilibres perturbant le système productif urbain et rural et rétrécissant le marché de l'emploi. Le niveau de vie de la majorité des Libanais s'en est trouvé gravement affecté. Le fossé s'est creusé d'une part entre la minorité aisée et la majorité de la population, d'autre part entre les régions riches (Beyrouth... Liban) et le reste du pays.

L'intensification de la lutte de classe qui en est résultée a placé la classe dirigeante libanaise devant des choix décisifs quant au maintien des structures politiques du pays. Le système confessionnel qui régit la vie politique au Liban est directement issu des formes de représentation de la société féodale, mais il assure la direction de la bourgeoisie financière sur la gestion du pays. Il a pu fonctionner tant qu'il a réussi à garantir les privilèges liés à l'appartenance à telle ou telle communauté ; celles-ci étaient devenues essentiellement des instruments de redistribution inégalitaires du revenu (entre couches sociales et entre régions).

le fin du miracle

La fraction confessionnelle de la bourgeoisie qui concentre les privilèges a toujours fait bénéficier les membres de sa communauté de certains avantages ; ce qui aboutit à la solidarité entre tous les membres et finalement à la défense des intérêts de la bourgeoisie. Mais les bases du confessionalisme politique se sont progressivement réduites avec l'approfondissement de la crise économique et sociale. La petite bourgeoisie avait joué un rôle stabilisateur du système libanais tant que la croissance économique lui a apporté des revenus suffisants. En les confessionalisant, elle a empêché le développement d'affrontements importants entre le prolétariat rural et urbain et la bourgeoisie. Mais elle a perdu son rôle de tampon entre les classes avec le développement de la crise et des affrontements aux frontières. Elle a commencé à se détacher des féodaux au pouvoir, devenus incapables de lui « rendre service ». Les uns ont été embrigadés par les fascistes, les autres ont rejoint le combat des forces populaires. Celles-ci et, à leur tête, le mouvement national libanais, sont entrées de plus en plus vivement en contradiction avec le système politique dominant.

Face à la montée des revendications démocratiques du mouvement populaire, s'est esquissée une solution fasciste dont les Kataëb sont le principal instrument. Ils sont, en effet, liés aux intérêts de l'aile chrétienne au sein de la classe dominante. Or, celle-ci a su développer à fond le système d'appropriation-redistribution sur une base confessionnelle. Le parti des Kataëb est donc le seul parmi les partis de la classe dominante qui jouisse d'une certaine base de masse (la petite bourgeoisie frappée par la crise). Son analyse est très simple, c'est la confrontation avec Israël, l'atteinte à la souveraineté de l'Etat, le développement des revendications des masses qui sont responsables de la crise ; son programme en découle immédiatement : se débarrasser des Palestiniens et des forces de gauche. Incapable, en raison de son idéologie nationale confessionnelle, de devenir le représentant de l'ensemble de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, le parti des Kataëb, se contente d'être le parti fasciste chrétien. C'est cette incapacité qui le pousse à œuvrer à la constitution d'un mini-Etat chrétien dans le centre-ouest jusqu'au Nord-Liban. C'est-à-dire là, où il y a coïncidence entre zone économiquement privilégiée et politique confessionnelle des chrétiens maronites d'un Etat palestinien au Sud.

Mais quelles perspectives pourrait offrir ce mini-Etat construit sur la désarticulation géographique démographique et économique du Liban, sur la cessation de toute relation avec le monde arabe et sous la dépendance politique et économique des Etats-Unis ? Aussi peut-on penser que la bourgeoisie libanaise ne suivra pas les phalanges jusqu'au bout, mais qu'elle pourrait tenter de recourir à une solution militaire pour l'ensemble du territoire. La partition n'est qu'une menace pour imposer une solution globale.

le revirement syrien

C'est ici que la Syrie entre en scène. Certes dans le cas de la partition elle annexerait la plaine fertile de la Bekaa, mais là n'est pas la raison essentielle de son intervention. Avec le revirement syrien, il y a eu une nouvelle fois modification de l'équilibre des forces dans la région. Après l'Egypte, c'est au tour de la Syrie de prendre ses distances vis-à-vis de l'URSS et de se rapprocher des Etats-Unis. L'URSS a donc de fait perdu son point d'appui essentiel au Moyen-Orient, car la Syrie n'a pu intervenir sans l'accord des Etats-Unis. Comme l'Egypte, la Syrie a cédé au mirage des accords partiels et séparés avec Israël.

Incapable de faire face à la montée de la crise intérieure et à l'éventualité d'une nouvelle guerre avec Israël dont le risque se serait précisé avec le renforcement de la gauche et des Palestiniens au Liban, le régime syrien a choisi la voie de la capitulation et de l'accord de paix avec Israël, c'est-à-dire la paix américaine au Moyen-Orient. L'extension territoriale, Bekaa, un hypothétique morceau de Golan, l'espoir de pouvoir négocier en position de force avec Israël après cette preuve de loyauté, sont une bien sinistre contrepartie au coup porté au mouvement national libanais et à l'OLP.

Pour avoir eu de longue date, des relations cordiales avec les Syriens, nous leur avons dit, nous leur redisons, notre totale condamnation de leur intervention dans sa forme et dans ses intentions parce qu'elle aboutit au massacre des Palestiniens et des progressistes libanais et qu'elle favorise les plans des éléments les plus réactionnaires. Nous leur avons dit aussi combien ils faisaient un mauvais calcul. Damas s'est déconsidéré aux yeux de l'opinion démocratique, s'est aliéné les sympathies autrefois acquises. La République arabe syrienne a fait un choix contraire aux intérêts des peuples arabes. Peut-être la grande Syrie verra-t-elle le jour, mais elle sera une pièce maîtresse du dispositif impérialiste au Moyen-Orient.

On prête au général Assad l'intention de « régler la question » avant le 23 septembre, date d'entrée en fonction du président Sarkis qui s'est semble-t-il peu à peu détaché de la droite chrétienne. Il souhaiterait faire d'autant plus vite que l'URSS décide-rait, enfin, l'embargo sur les armes et les pièces détachées. Il sera difficile à Assad de perpétrer, sans coup férir un nouveau Septembre noir. Car, à la différence de leur situation en 70 en Jordanie, les Palestiniens ne sont pas relégués dans des ghettos, mais profondément liés aux masses libanaises.

Après la chute de Tell-el-Zaatar, Tripoli peut ainsi devenir le symbole de l'opposition farouche à toute tentative de partition du Liban. Mais les Palestiniens, la gauche libanaise, l'OLP, le Mouvement national libanais ne doivent pas rester plus longtemps isolés.

Il est urgent, devant le silence de la plupart des Etats arabes, le blocus des ports par Israël que l'opinion publique et, en particulier française, se mobilise, plus largement et sans exclusive, que l'OLP et le Mouvement national libanais puissent faire entendre plus efficacement encore leur voix en France, qu'à l'image des organisations libanaises dont le rapprochement a été scellé dans la lutte, les forces de gauche française poursuivent ensemble la bataille pour la cessation de l'intervention syrienne au Liban et pour la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien.

François DESMOULINS

Photo A.F.P.

Cet article a été écrit, en partie, à partir d'entretiens avec les représentants en France de l'organisation DACL, avec laquelle le PSU a de nombreux liens et, d'autre part, du rapport politique de cette organisation, préservice de base à un livre utile à une meilleure compréhension du drame libanais. TS ne manquera pas d'en rendre compte.

Argentine : l'ordre des dictatures s'organise

Successivement, depuis le coup d'Etat de l'armée argentine le 24 mars dernier, plusieurs faits ont retenu l'attention dans le cône sud latino-américain : Edgardo Enriquez arrêté en Argentine et remis à la junte de Pinochet (d'autres réfugiés latino-américains ont connu et connaissent ce sort d'être « libérés » et remis aux mains de leur dictature) : assassinats de membres de l'opposition modérée uruguayenne et de révolutionnaires uruguayens, de l'ancien président bolivien Torrès, tout cela sur le territoire argentin avec la complicité si ce n'est la collaboration des autorités argentines ; difficultés de la dictature de Banzer en Bolivie ; conférence de l'OEA à Santiago du Chili sur le thème du respect des droits de l'homme ; à Montevidéo, les militaires qui gardaient Bordaberry comme potiche s'en débarrassent, celle-ci prenait son rôle trop au sérieux.

Cette collection de faits parle... un langage inquiétant. N'est-ce pas le scénario d'un « complot » de la bourgeoisie internationale contre le cône du sud, avec en première ligne l'Argentine.

l'Argentine, enjeu central dans le cône sud

La domination impérialiste dans le cône sud, l'hégémonie de la bourgeoisie argentine n'est pas possible après l'échec du second projet Peron — sans mise au pas de la classe ouvrière argentine, la plus combative, la mieux organisée, la plus nombreuse d'Amérique latine.

La répression contre le peuple argentin atteint un niveau sans précédent : plus de 30 000 prisonniers politiques, multiplication des sequestrés, tortures et assassinats de prisonniers (environ 500 en deux mois), licenciements massifs de travailleurs, suppression des droits syndicaux par décret... Cette horreur qui entoure l'Argentine s'organise dans une direction précise. Le gouvernement du général Videla s'est donné les moyens institutionnels (à défaut d'être constitutionnels) de cette guerre ouverte contre la classe ouvrière et le peuple argentin. L'état de siège, justifiant les arrestations arbitraires (il doit être normalement ratifié par le Congrès) est maintenu. La législation répressive d'Isabel Peron a été reconduite et étendue à la loi de sécurité nationale qui condamne à l'emprisonnement en cas d'incitation à la grève ; ont été promulgués également des décrets visant à la suppression du droit de grève et de l'activité syndicale (les bureaucrates de la CGT argentine pourtant peu prompts à réagir au coup d'Etat, ont été arrêtés mais surtout de nombreux travailleurs argentins). La législation favorisant la garantie de l'emploi et la stabilité est bafouée. Les négociations contractuelles avec les patrons sont supprimées et remplacées par la fixation arbitraire par l'Etat de hausses de salaires « en fonction » de l'augmentation des prix : c'est-à-dire en fait en fonction des projets d'accumulation du capital de la bourgeoisie et de l'Etat argentin et de la capacité de ceux-ci à imposer une paupérisation absolue des travailleurs.

Santucho leader de l'ERP, tué en juillet.

Photo A.F.P.

A l'instar du Brésil et du Chili, le capital argentin tente d'établir une véritable « mobilité des travailleurs » : on a vu pourtant ce que signifie pour les travailleurs ce libéralisme intégral — d'ailleurs à sens unique (licenciements, baisse réelle des salaires, absence de protection minimum, pas d'activité syndicale...). Le « miracle brésilien » a été à ce prix (rappelons que les années 64-67 n'ont pas connu de croissance exceptionnelle : le « décollage » datant de 68). Tel est bien l'enjeu : « l'économie politique », cette expression n'est jamais apparue aussi juste — du gouvernement argentin signifie d'abord mise au pas de la classe ouvrière argentine. C'est un processus dangereux pour la bourgeoisie elle-même qui y perd toute possibilité d'accumulation autonome (cf. Chili, Uruguay) même si elle y gagne la paix intérieure. On ne voit guère, en effet, comment vont se développer les marchés intérieurs avec la misère que suppose cette politique. On peut penser que le fort taux d'inflation qui exprime l'instabilité des rapports de classe est accentué dans les pays « sous-développés » par les effets de la domination impérialiste que connaît l'Argentine (917 % d'avril 75 à avril 76) où qu'elle va persister. Si le gouvernement réussit à juguler l'inflation (on peut en douter vu la combativité de la classe ouvrière argentine) ce ne sera que sur le dos des travailleurs.

L'analogie avec le Chili va plus loin : la loi de rationalisation administrative organise une épuration sans précédent dans la fonction publique en Argentine : elle autorise tout simplement le renvoi, la suspension totale ou partielle des travailleurs de cette branche. A l'image du Brésil et du Chili, c'est à une véritable destruction des forces productives qu'on assiste en Argentine. Cette comparaison a cependant des limites. Au Brésil, le processus a abouti au « miracle brésilien » : une fois l'ordre rétabli, le Brésil fort de ses ressources naturelles et humaines a eu droit à sa place dans la division internationale du travail (c'est ce qu'on a appelé le sous-impérialisme brésilien). Il pèse aujourd'hui comme une lourde menace sur le cône sud : il domine économiquement l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie. Il signe un contrat d'achat de centrales nucléaires avec l'Allemagne. Il s'ouvre sur le Pacifique avec la route transamazonienne.

la résistance des travailleurs argentins

Au Chili, il s'agissait de mettre fin à l'expérience de l'Unité populaire, par trop exemplaire pour l'Europe du Sud et base arrière d'expériences populaires dans le cône sud. Le prix y a été mis si fort que l'Occident a dû réprouver l'action de la junte de Pinochet. Il est vrai que pendant ce temps la bourgeoisie US et internationale peut dormir tranquille, d'autant qu'elle n'a guère besoin du Chili pour la mise en valeur de ses capitaux : vu l'étroitesse des marchés intérieurs latino-américains, il n'y a probablement pas de place pour deux Brésil dans le cône sud : c'est en tout cas ce que nous dira l'Argentine.

La combativité des travailleurs argentins n'a pas diminué même si les formes de la lutte s'adaptent : grèves du zèle, coulage des cadences, sabotage de l'outil de travail (Renault-Cordoba, EMA).

La partie n'est pas gagnée pour Videla. D'autant que dans la logique du processus, des contradictions apparaissent dans son camp qui se résolvent au profit des éléments les plus durs et sanguinaires du gouvernement. Nous n'évoquerons que pour mémoire la démission du nouveau chef de la police fédérale sous la pression des officiers de la police après qu'il eût déclaré vouloir moraliser l'action de la police. Il est urgent que la solidarité s'organise et se développe afin d'éviter cette normalisation du cône sud. Aujourd'hui des milliers de réfugiés politiques (18 000 en Argentine) sont menacés. Des leaders de l'opposition même modérés, de l'Uruguay, de la Bolivie sont assassinés. L'Argentine, dernier asile pour les réfugiés politiques dans le cône sud n'assure plus la garantie de leurs droits. L'ordre des dictatures s'organise dans la complicité des polices qui opèrent parfois conjointement.

L'impérialisme US s'en satisfait puisque la Banque mondiale a voté des crédits à Videla qui accepte d'organiser la mascarade de conférence des Etats américains à Santiago (marque de soutien à la junte de Pinochet, il est vrai de plus en plus dépendante de son tuteur). Dans ce concert impérialiste, les luttes des travailleurs argentins, uruguyens (peu répercutées), la révolte des mineurs et des étudiants boliviens contre une dictature affaiblie (l'opération de division : « l'ouverture sur la mer » réclamée par Banzer n'a pas été obtenue) sont une lueur d'espoir.

Henri CLAUDE ■

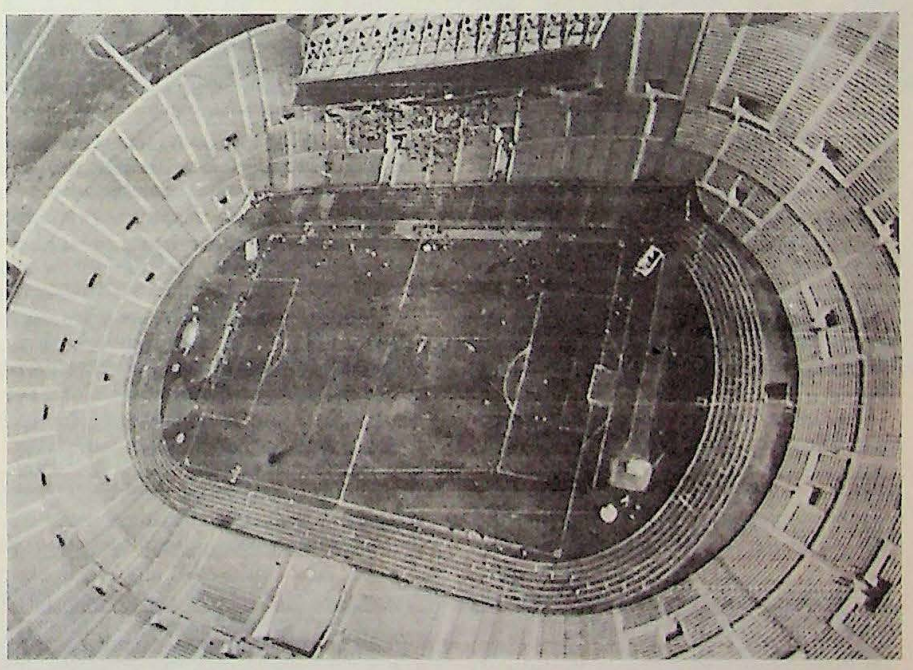
11 septembre 1976 : troisième année de répression au Chili

Trois ans déjà depuis le coup d'Etat sanglant de Pinochet, le massacre et la torture de milliers de militants dans les stades, les casernes et les camps de concentration. Trois ans de répression de plus en plus précise, de plus en plus sauvage, de misère et de faim qui s'abat sur tout un peuple parce qu'il avait cherché à secouer le joug impérialiste et voulait le socialisme.
Cet anniversaire, ce n'est pas seulement celui d'une défaite du mouvement ouvrier, un rappel de la solidarité internationaliste. C'est aussi une page dans la lutte contre l'impérialisme et contre le capitalisme. Depuis 1973, il est clair que seule la terreur et le fascisme militaire permettent à la bourgeoisie latino-américaine d'exercer sa domination sur les classes populaires. Dans tous les pays du « cône Sud », Argentine, Chili, Uruguay, Paraguay, Bolivie, Brésil, maintenant également le Pérou, la Colombie et l'Equateur, le filet contre-révolutionnaire se reserre sans pour autant arriver aux résultats escomptés. La résistance chilienne n'a pas été anéantie et se prépare à une lutte dure et prolongée, les ouvriers argentins se battent dans les usines et les groupes armés affrontent les forces armées, les mineurs boliviens manifestent contre Banzer, les paysans colombiens défendent leurs terres les armes à la main. C'est à la lutte de ces travailleurs qui subissent directement la stratégie actuelle de l'Impérialisme que doit aller notre solidarité militante constante.

Au moment où le capitalisme vit une longue crise structurelle et où le Tiers-Monde met en question la division internationale du travail, l'Amérique latine est la zone à sauvegarder par excellence. Après la défaite et le recul américains en Indochine et en Afrique australe et, face à la montée des luttes en Europe du Sud, il est vital pour les USA d'assurer leurs arrières avec les pays latino-américains. L'existence de gouvernements progressistes ou nationalistes met en cause le rapport de forces dans la région et dans le monde, (cf. durcissement du régime militaire péruvien, l'évolution en Equateur et au Panama, les attaques américaines contre les revendications nationalistes vénézueliennes). Les USA n'ont pû empêcher à temps l'avènement de la révolution cubaine mais depuis, ils s'acharnent au jour le jour à démanteler toute alternative à leur domination. Intolérance d'autant plus violente qu'en Amérique du Sud, les luttes populaires se développent, que le pouvoir populaire devenait une réalité au Chili. Situation certes explosive : les contradictions engendrées par le capitalisme dépendant sont de plus en plus aiguë, les possibilités de croissance économique sont atteintes, presque dans tous ces pays. Seul maître de la région, sans contradiction avec l'Union soviétique, en dehors de la garantie accordée à Cuba, l'impérialisme US exerce une hégémonie absolue. Les protestations des Nations-Unies et autres organismes internationaux contre la violation permanente des droits de lhomme dans tous ces pays restent sans lendemain. Publiquement les USA cautionnent les militaires fascistes, subventionnent la barbarie. L'OEA (Organisation des Etats américains) se réunit à Santiago, Kissinger fait sa tournée en Amérique latine et réaffirme sa solidarité à la dictature brésilienne, le gouvernement américain applaudit le coup d'Etat du 24 mars dernier en Argentine...

une seule alternative : la dictature fasciste

Les bourgeoisies latino-américaines ne trouvent que dans les forces répressives, l'Armée et la Police, le moyen d'asseoir leur pouvoir, de défendre les intérêts des multinationales et de jouer leur rôle de garants de l'impérialisme. Les velléités des années 60, entretenues par les USA,les bourgeoisies locales et les technocrates de tous poils, de faire des pays latino-américains des zones prospères économiquement et pseudo-démocratiques sont aujourd'hui bien enterrées. L'échec de la politique Kennedienne de « l'Alliance pour le Progrès », des régimes populistes comme celui de Goulart au Brésil, de la Démocratie chrétienne au Chili, du nationalisme militaire au Pérou et en Equateur couronne cette période.



La phase actuelle n'a plus le développement, ni la croissance comme perspective. Aujourd'hui il s'agit de contrôler la paupérisation de la majeure partie de la population comme en Bolivie, au Chili, en Uruguay. Du point de vue économique le projet américain est clair. Modération dans l'apport en capital productif, mainmise sur les matières premières et les secteurs clefs de l'économie, renforcement de la dépendance par des mécanismes financiers. Ils accélèrent le déséquilibre des balances commerciales avec des lois telles que le *Trade Act* et contribuent à l'augmentation de la dette externe. De là, que la dénationalisation et le retour des entreprises au capital étranger soit la tâche de tous les dictateurs actuels en Amérique latine il n'y a qu'un pas.

Du point de vue politique, l'impérialisme change aussi son mode d'intervention. Plus besoin de mobiliser les « marines ». On prépare sur place de longue date les défenseurs de l' « Occident ». La professionnalisation des armées et des polices est chose faite. Les forces repressives jouissent de l'avancement technologique américain et de l'endoctrinement idéologique qui va de pair.

Une fois atteint le contrôle de l'appareil productif et de l'appareil d'Etat, l'élimination de toute possibilité d'accumulation capitaliste locale, il reste à laisser s'exercer la violence professionnelle, à tous les niveaux de la vie sociale, sur les classes populaires et même sur les secteurs démocratiques de la bourgeoisie. Peu après dans tous les pays, des leaders militaires ou civils, représentants de la bourgeoisie en opposition aux dictateurs sont assassinés, emprisonnés.

Il y a plus. La stratégie américaine mise surtout sur la coordination et la complémentarité entre pays. Plus que jamais le Pentagone favorise les échanges entre gorilles : le Brésil s'approprie des richesses boliviennes et pratiquement annexe une partie de l'Uruguay ; les militaires uruguayens sont entraïnés par les Chiliens, la DINA chilienne a pignon sur rue à Buenos-Aires, etc. Ce renforcement de la coopération régionale en matière économique, politique, militaire et policière est un élément fondamental dans la nouvelle stratégie impérialiste. « Diviser pour régner » reste un moyen des puissances impérialistes comme les USA, mais avec l'internationalisation du capital, l'homogénisation des vastes zones géographiques devient vitale ainsi que l'élimination des frontières nationales en matière de répression.

Cette stratégie n'est pas propre à l'Amérique latine; avec des formes spécifiques elle concerne aussi les espaces européens et notamment l'Europe du Sud.

Cecilia JOXE ■

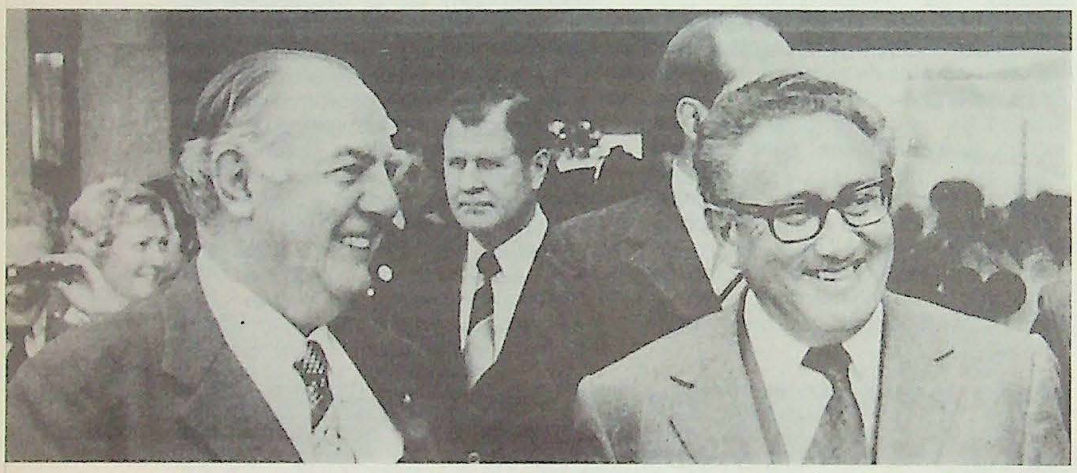
Dans une lettre adressée au Président Allende, le 5 septembre 1973 la coordination des cordons industriels (organisation autonome des travailleurs des faubourgs ouvriers), prophétise dramatiquement les événements de la semaine suivante. Au moment où dans le monde entier, les travailleurs feront du 11 septembre une journée de soutien à la résistance chilienne, se rappeler qu'une défaite populaire est toujours le fruit d'une stratégie précise n'est pas inutile.

La lettre qui propose un programme d'action immédiat destiné à barrer la route à la contre-révolution se termine ainsi : « *nous vous avertissons camarade Président, avec tout le respect et la confiance que nous avons toujours en vous, que si le programme de l'Unité populaire n'est pas réalisé, que si vous ne faites pas confiance aux masses vous perdrez l'unique appui réel dont vous disposez comme homme et comme chef d'Etat et que vous serez responsable du fait d'amener le pays, non à la guerre civile qui déjà se développe, mais à un massacre, froid, planifié de la classe ouvrière la plus consciente et la plus organisée d'Amérique latine. Ce sera la responsabilité historique de ce gouvernement mis au pouvoir et maintenu avec tant de sacrifices, par les travailleurs, « pobladores », paysans, étudiants, d'aboutir à la destruction et à la décapitation, on ne sait quand et à quel prix sanglant, non seulement du processus révolutionnaire chilien mais aussi de tous les peuples latinos-américains qui luttent pour le socialisme.* »

Afrique blanche : il est bien tard, Dr Kissinger...

Chargé du lourd fardeau des intérêts supérieurs de l'Occident, le « pompier de la paix » tente une nouvelle fois de sauver les meubles dans les bastions blancs de l'Afrique australe. Mais il est bien tard déjà...

On a parlé entre « Blancs » à Zürich, durant le dernier week-end : Henry Kissinger, le diplomate-miracle de l'Occident ; John Vorster, le chef du régime le plus raciste (mais le plus riche) de toute la planète. Parlé en secret de vérités qui ne sont pas bonnes à dire, et choqueraient les oreilles africaines tout comme celles devant la progression du thème du « pouvoir noir » en particulier parmi les jeunes, que pourront désormais les masques éthniques apposés avec obstination par les Blancs d'Afrique du Sud sur tout ce qui est noir ? Quel pouvoir d'attraction, quelle crédibilité politique et sociale auront les « Bantoustans », ces réserves tribales



de l'opinion rhodésienne ou sud-africaine blanche. Car l'horizon est sombre, très sombre : pour des « bastions blancs » qui n'ont pas su évoluer, et sentent venir leur heure ; pour l'impérialisme américain et européen qui craint pour la sécurité de la route du Cap — celle de son pétrole — et garde au fond des tripes un reste de solidarité avec ces autres Blancs qui risquent aujourd'hui de se faire jeter à la mer...

L'été a été chaud en Afrique du Sud : loin de succomber à la grande répression de Soweto — 100 morts d'un coup, en juin — l'émeute a repris, presque chaque jour. Et par moment, elle a pris des accents de révolution : promises à une « indépendance » dérisoire (en principe, le Transkei sera, en octobre prochain, le premier Bantoustan à accéder à l'autonomie) ?

ardents croisés

John Vorster, le leader de la fraction « nationaliste » et « afrikaans » de la population blanche, se trouve aujourd'hui en position de faiblesse, et c'est pourquoi il fait le voyage de Zürich, avant d'en faire sans doute bien d'autres. Dans un pays où tout l'arsenal juridique, policier, économique, culturel même est mobilisé pour contenir la majorité africaine, il lui a fallu, des mois durant, faire couler le sang (près de deux cents morts) ; procéder à des centaines d'arrestations « libres » (sans preuves, ni inculpation ou procès) ; découvrir que — dans une semi-clandestinité — les idéaux de la lutte de libération nationale avaient repris de plus belle, malgré les coups subis depuis le massacre de Sharpville et une répression particilièrement systématique et sauvage depuis quinze ans ; admettre que les divisions irrationnelles et racistes imposées à la population — division des Africains en éthnies ; catégories et quartiers spéciaux pour les Métis ou pour les Indiens — n'empêchaient pas la lutte de se développer, la solidarité de se manifester.

Cette faiblesse s'est matérialisée par un recul net sur deux points très « sensibles » dans la population africaine : l'annulation de la décision de rendre obligatoire l'enseignement de la langue Afrikaans dans les écoles « bantoues » (*« Nous apprendrons l'Afrikaans lorsque Vortster apprendra le zoulou »*, avaient lancé des étudiants au début de l'été) ; l'autorisation pour le million de Noirs habitant l'immense réserve de main-d'œuvre de Soweto, dans la banlieue de Johannesbourg, d'acheter leur maison, c'est-à-dire — d'une certaine manière — de ne plus être considérés comme des immigrés permanents sur leur propre terre.

Pour Vorster et ses amis, qui se prennent tous pour d'ardents croisés de l'Occident chrétien et craignent de devenir des victimes de ce qu'ils appellent — sans rire — la « sauvagerie africaine », la menace vient aussi de l'extérieur. Mais en ont-ils réellement pris conscience ? En quelques années, tout le « glacis » qui protégeait les « bastions blancs » s'est dissous ; le Mozambique et l'Angola, anciennes colonies portugaises, sont aujourd'hui des « sanctuaires » pour les militants de la lutte de libération ; et leurs jeunes Etats — dès qu'ils jugeront leur propre consolidation assez avancée — pourront à leur tour se jeter dans la bataille. La Namibie, « colonie » dans laquelle les Sud-Africains s'efforcent de ménager la voie pour une autonomie modérée (avec un gouvernement « intérimaire multiracial ») va s'enfoncer à son tour dans la guerilla, puisque Pretoria refuse d'inclure les nationalistes dans la « combinaison » qu'il met laborieusement au point actuellement.

au moins, ils pensent à nous...

Et puis, il y a — surtout — la Rhodésie, le maillon le plus faible (pour le moment) de la chaîne blanche d'Afrique australe. Le régime de Ian Smith s'est lancé dans la fuite en avant, et — comme il a laissé passer au début de l'année la dernière chance de « causer » que lui offrait le leader de l'aile modérée du mouvement Zimbabwe, Joshua Nkomo — il paraît condamné. La rapidité de la mise à mort ne semble dépendre que de deux facteurs : l'heure choisie par Kissinger et Vorster ; et le « prix du sang » que les nationalistes sont prêts à payer pour avancer cette heure, si elle tarde trop.

Ian Smith, pour ranimer le « moral » de sa communauté, en est réduit aujourd'hui à invoquer un cynique « *droit de suite à chaud* » — un peu dans le style des représailles à l'israèlienne — pour aller massacrer au Mozambique, d'un coup, sept cents réfugiés africains qui n'étaient même pas des combattants (c'est arrivé le 8 août) ; il inculpe des médecins pour avoir soigné des manifestants africains, et met en prison l'évêque d'Emtali, D. Lamont, pour « *non-dénonciation de guerilleros* », et sans doute aussi parce que le préfet lui a adressé récemment une lettre ouverte qui se termine ainsi : « *Ma conscience me force à vous dire que par sa politique raciste et oppressive, son refus du changement, votre gouvernement a créé les injustices qui engendrent les désordres actuels. Aussi serez-vous responsable de l'effusion de sang qui s'annonce* ».

Pendant que les plus lucides (ou les plus lâches) des Blancs quittent le pays, les mercenaires affluent, tout comme les armes iraniennes ; et le gouvernement de Ian Smith — surveillé d'ailleurs par une aile parlementaire encore plus à droite que lui si c'est possible — paraît sourd aux appels à « *accepter l'inévitable* ». Il s'entête, il se croît incompris, il demande à Washington — la revoilà, la Mecque de l'Occident — de discuter directement : « *Au moins les Américains,* vient de déclarer Ian Smith, *ils pensent à nous, ils parlent de nous ; et s'ils osent venir nous parler, nous aurons alors la possibilité de leur dire quelle est la vérité...* ». Et la vérité de Ian Smith, c'est qu'accepter en Rhodésie la « règle de la majorité » (la démocratie parlementaire, en somme), c'est ouvrir la voie au pouvoir noir (puisque les Blancs sont ultra-minoritaires) ce qui est : 1° insupportable sur le plan psychologique, culturel, racial même ; 2° irréaliste et prématuré, puisque ces Nègres pataugent dans d'affreuses divisions tribales et promettent au pays — au mieux ! — un chaos style « Angola 1975 »...

Kissinger est d'accord dans le fond avec tout ça. Sinon, pourquoi son pays — qui a su en imposer à d'autres — n'a-t-il rien tenté de concret depuis quinze ans pour faire entendre raison à Vorster comme à Ian Smith, et leur ôter de leur superbe ; il est vrai qu'en Amérique, il n'y a pas si longtemps, la ségrégation était officielle... Mais une chose lui fait peur : après l'échec anglais, l'éventualité d'un nouveau recul de l'influence occidentale dans cette région, avec toutes ses conséquences dans le reste de l'Afrique et sur la route des super-pétroliers japonais, européens, américains qui passent au large du Cap. Ce qui l'arrangerait beaucoup : un peu de démocratie formelle et des gouvernements multiraciaux en Afrique du Sud et en Rhodésie ; et — si c'est impossible — un repli en ordre des Blancs qui ne peuvent pas supporter la chose : Washington propose déjà de créer un fonds d'indemnisation des colons de Rhodésie...

Philippe MARIELIE

Depuis plusieurs mois le peuple noir d'Afrique du Sud se bat ouvertement contre l'apartheid. Le racisme du gouvernement Vorster tue et assassine. Certains intellectuels parmi les blancs afrikanders (descendants des Boers, d'origine hollandaise) mènent une action antiraciste. L'un d'entre-eux, André Brink, vient d'écrire un roman qui a été interdit sous le prétexte fallacieux de pornographie. Le personnage central de ce livre, Joseph Mallay est métis. Après son arrestation (pour le meurtre d'une blanche) il a été torturé. Il est condamné à mort. Dans sa cellule il réfléchit, analyse, écrit son histoire. Ce qui en ressort c'est la violence que secrète le racisme, l'apartheid absurde et criminelle. Soweto : *« odeur fétide due au manque d'hygiène »*, p. 252. *« L'horrible ronronnement des fourgons de police qui patrouillent dans les rues à heures fixes, deux heures et c'est l'enfer »*, p. 253. Ce sont également les divergences avec son ami Jerry (partisan du combat « le couteau entre les dents ») qui prône la recherche « du pourquoi et du comment ».

« Si nous ne sommes pas sûrs que quelque chose d'humain soit préservé », dit-il, *« aucune révolution ne peut nous mener nulle part »*. Roman hautement politique et interdit comme tel par le pouvoir raciste d'Afrique du Sud.

Christian HERVE ■

« Au plus noir de la nuit », André Brink - Ed. Stock

on ne peut pas tout dire

irlande : la parole aux armes !

Il y a près d'un an et demi, aux termes de laborieuses négociations secrètes avec Londres, l'IRA « provisoire » décidait d'une trêve » dans ses opérations militaires contre les Britanniques en Irlande du Nord.

Cette trêve, vivement contestée dans les rangs-mêmes de l'IRA, a permis la libération des prisonniers politiques, mais aucune solution politique ou institutionnelle n'est venue prolonger cette accalmie. Sous la pression constante des groupes réactionnaires protestants, de l'Armée et des cercles dirigeants du Parti conservateur, le gouvernement de Londres a rompu les pourparlers secrets qui s'étaient maintenus jusqu'au début de cet été. En revanche, l'IRA « provisoire » a progressivement accentué sa politique de harcèlement de la RUC (la police d'Irlande du Nord), puis depuis, quatre semaines, a repris ses attaques contre les soldats britanniques eux-mêmes.

La bourgeoisie anglaise, divisée et n'arrivant pas à appliquer une politique cohérente de désengagement, n'a plus de solution politique. Compte-t-elle profiter de certains atouts dont elle dispose pour relancer une politique de répression militaire ? La décision de Dublin de réprimer plus vigoureusement encore le mouvement « républicain » dans ses frontières, la désaffection d'une partie de la population à l'égard des « campagnes militaires » de l'IRA (démontrée par le succès des démonstrations pour « la paix », qui étaient manipulées par l'Eglise), la perspective de sombres lendemains économiques et sociaux dans les deux parties de l'île, peuvent l'y amener.

Une fois de plus le problème d'une solidarité active avec la résistance irlandaise est posée en Europe.

D. RAY ■

Photo Abra-Movici

solidarité avec les travailleurs polonais

Plusieurs milliers d'arrestations, au moins mille incarcérations dans l'ensemble du pays, des milliers de travailleurs sanctionnés rétrogradés avec diminution de salaire, des centaines de blessés à des degrés divers, des procès en cascade. Tel est le bilan de la vague de répression engagée par le gouvernement contre le mouvement ouvrier après les grèves du vendredi 25 juin.

Le mouvement ouvrier français ne peut rester silencieux devant de tels faits qui profitent à la propagande anti-ouvrière de la bourgeoisie internationale, Après la répression, des intellectuels polonais ont pris l'initiative d'une lettre ouverte (l'appel des 13 de Varsovie), appelant le mouvement ouvrier international à soutenir les travailleurs polonais emprisonnés, à demander leur libération immédiate.

Les postiers de Paris-Gare de Lyon P.L.M. signataires, syndiqués et non-syndiqués, apportent leur solidarité aux travailleurs polonais en lutte pour l'obtention de leurs revendications, condamnent les mesures policières prises par le gouvernement ; demandent la levée immédiate de toutes les sanctions prises depuis le 25 juin.

La pétition est envoyée à l'ambassade de Pologne avec 91 signatures obtenues sur les 130 travailleurs présents en août à la brigade D du centre de tri postal P.L.M. (une pétition similaire avait circulé au centre St-Lazare).

Libye : le fer de lance

Une délégation de neuf membres du PSU s'est rendue en République arabe libyenne, à l'invitation de l'Union socialiste arabe, pour l'anniversaire de la Révolution du 1er septembre 1969.

En ce soir du 1er septembre le long discours du colonel Kadhafi devait dans un premier temps réaffirmer le caractère socialiste et populaire du régime, répondre dans un second temps aux attaques violentes de Sadate et commenter les déplacements militaires sur la frontière égypto-libyenne.

Sur le premier point, le colonel Kadhafi affirmait notamment : « le pouvoir populaire est devenu total sur le territoire arabe libyen, où s'est établi un régime populaire basé sur la nouvelle démocratie populaire qui n'a pas d'exemple dans ce monde : c'est une nouvelle expérience de véritable « démocratie populaire directe », qui s'est peu à peu substituée au régime militaire issu de la Révolution de 1969.

Plus que jamais, la Libye semble désireuse d'apparaître comme le fer-de-lance de la révolution socialiste arabe (un « socialisme » très spécifique qui tire ses sources du Coran). La seconde partie du discours était aussi la plus attendue à l'étranger. Les réactions de Kadhafi aux attaques verbales de Sadate étaient plutôt amères. Le président libyen ne s'est pas privé de rappeler le soutien total apporté par la Libye à l'Egypte-sœur pendant la guerre d'Octobre, tout en montrant une volonté évidente d'éviter le conflit. Le colonel Kadhafi a dit « nous sommes prêts à secourir les soldats et les officiers de l'armée égyptienne que Sadate a jeté en plein désert pour qu'ils meurent de soif ».

Et, si Kadhafi lui-même avait été tenté de rompre les relations avec l'Egypte, il annonçait que « les congrès populaires ont décidé de ne pas rompre avec le gouvernement de Sadate ». La soirée devait s'achever par une grande manifestation populaire et un défilé militaire, destinés à montrer aux forces impérialistes la force et la cohésion que représente la Libye dans le monde d'aujourd'hui. ■

premier recul à Deauville

Les collectifs anti-outspan de Normandie, ainsi que les organisations signataires, réunies le 29 août à Trouville-Deauville, comminuquent :

« Nous venons d'apprendre avec satisfaction l'annulation de la tenue à Deauville du Congrès ASATA du tourisme sud-africain (qui devait se dérouler du 6 au 10 septembre, sous la présidence des deux ministres M. d'Ornano et J. Médecin. Nous nous félicitons d'avoir imposé une telle mesure par une large mobilisation des forces démocratiques et progressistes, solidaires de la lutte du peuple noir d'Afrique du Sud dont la jeunesse, par sa détermination héroïque, a fait connaître à tous le régime criminel de l'apartheid. Ce succès est le sien.

Le gouvernement français aura donc reculé. C'était, en effet, une provocation grossière de sa part que d'accueillir 300 délégués sud-africains pour parler tourisme au moment de la répression la plus sanglante de la lutte de libération du peuple noir d'Afrique du Sud. Et cette victoire montre clairement que le gouvernement de Prétoria est obligé de tenir compte des réactions internationales de désaveu. Mais nous savons que la coopération française avec le pouvoir raciste de Prétoria va bien plus loin : les ventes d'armes, les investissements des sociétés françaises en Afrique du Sud, les importations d'uranium et de produits agricoles (laine, agrumes outspan) n'ont jamais cessé. Le contrat récent pour la vente d'une centrale nucléaire en est le dernier exemple.

Nous appelons les travailleurs et les forces populaires de notre pays, non seulement à être vigilants pour déceler tous les aspects de cette coopération tous azimuts, mais, bien plus, à dénoncer et à faire cesser cette coopération ainsi que nous le demande le peuple noir d'Afrique du Sud. Et nous savons que de tels intérêts politiques et financiers sont en jeu dans cette coopération et qu'il nous faudra pour cela une immense détermination. ■

entre nous pour vous

à qui s'adresse-t-on ?

Avoir une tactique qui au moment des échéances politiques prolonge nos luttes quotidiennes (cf Tribune libre Marquis-Juge) tout à fait d'accord. Encore faut-il être lucide sur ce que sont ces luttes, avec qui elles sont effectivement menées. Cela suppose de savoir à quelle couche sociale, à quel mouvement de masse on cherche à s'adresser.

Notre pratique quotidienne, c'est bien sûr l'activité inlassable de propagande que ce soit contre l'austérité, pour la coordination des luttes, ou pour la nationalisation sous contrôle ouvrier ; mais c'est d'abord et surtout notre présence dans les luttes effectives des travailleurs et tout particulièrement les luttes dans les entreprises. Alors là, soyons clairs : ces luttes ne se développent (Lip en est l'illustration frappante) que si se réalise une unité populaire large où se retrouvent côte à côte, et on le sait au travers de débats et conflits, militants de la CGT, de la CFDT et non-syndiqués ; il s'agit bien d'entraîner dans l'action, de développer les pratiques collectives de contrôle des travailleurs qui, majoritairement, sont au niveau politique influencé par la réformisme (quand ce n'est pas pire : rappelons-nous l'extraordinaire lutte des filles de Cerisay et leurs votes politiques pour le Centre !). Ce n'est évidemment pas uniquement par la propagande et le prophétisme qu'on fait mûrir et éclater de telles contradictions. Encore moins par un rassemblement de l'extrême gauche qui cherche à créer des faux clivages incompris par la masse des travailleurs. Nos militants ne sont pas absents des batailles de clarification qui se déroulent dans les organisations de masse, que ce soit par rapport aux comités de grève, élargis à l'ensemble des travailleurs en lutte ou à une impulsion globale des luttes sociales, ou comme au congrès de la CFDT sur l'hégémonie de la classe ouvrière dans la phase de transition (cf *TS* nº 704).

Cette clarification à laquelle nous participons en tant que militant et en fonction de notre pratique quotidienne ne peut être animée par un rassemblement des « révolutionnaires » ; ce serait le meilleur moyen de la bloquer et d'empêcher toute évolution ultérieure et de rejeter un nombre important de militants dans les bras de la mouvance PS.

La présence active de nos camarades est indispensable dans le syndicat, mais pas pour y développer une tendance d'extrême gauche, pour, dans la foulée du dernier congrès, participer à l'application des résolutions contre la pause sociale, pour y pratiquer une pédagogie de masse à même de faire progresser la majeure partie des militants.

Pour élargir l'audience du socialisme autogestionnaire nous devons mener une bataille d'idée qui passe à travers les organisations de masse et de classe que sont la CFDT et la CGT, dans la jeunesse, certaines organisations comme la JOC qui a su montrer sa capacité d'organiser les jeunes apprentis.

C'est de ces côtés que nous devons d'abord nous tourner pour renforcer aujourd'hui l'audience des révolutionnaires pour l'autogestion au sein de la classe ouvrière, c'est en fonction de cet objectif central, que nos rapports avec les autres forces politiques (PC, PS, extrême gauche) doivent être pensés, et que notre tactique, par exemple électorale, doit être réfléchie. Pour s'adresser (et être entendu, sinon à quoi bon !) aujourd'hui aux travailleurs, le PSU doit être présent, sans gommer ses propres orientations mais sans équivoque, dans les grands constats politiques unitaires contre l'austérité, contre ce gouvernement ouvertement réactionnaire. C'est du sein de ces luttes que nous pourrons, maintenant mais encore plus au lendemain d'une victoire électorale de la gauche, faire entendre notre voix. Ces luttes naîtront dans les entreprises, mais en sortiront rapidement pour devenir question politique nationale.

Pour être autre chose qu'une force d'appoint, il s'agira en même temps d'affirmer notre autonomie (comme le PCF sait, en fonction de ses orientations, admirablement le faire vis-à-vis du PS). Cela passe par les propositions programmatiques que nous allons préciser, en particulier : qui a l'initiative, qui décide en cas de nationalisation ? Pour forcer le PS à faire effectivement des nationalisations, ne serait-ce que celle du Programme commun, ce qui engagera une dynamique difficile à bloquer par les réformistes, pour empêcher que la gauche au pouvoir n'en fasse que de simples étatisations il nous faut concrétiser ce que nous entendons par « nationalisation sous contrôle ouvrier ». Mais cela ne suffit pas, l'autonomie se mesure d'abord par la capacité d'initiative politique et donc par le renforcement du PSU et de son secteur entreprise.

Yves BAROU
(secrétaire fédéral RP, secteur entreprise)

Pierrot REGNIER
(Bureau national secteur entreprise) ■

à propos de la LCR

Ce texte court est inévitablement imprécis. Il ne vise qu'à fournir un certain cadre à une question, celle de la LCR, souvent abordée sans qu'elle soit d'ailleurs jamais réellement et politiquement traitée. Sans être la seule qui se pose au PSU dans l'actuel débat, sans être forcément prioritaire, elle n'en est pas moins importante.

En 1969 la création de la Ligue communiste se donne pour but la mise en avant d'un cadre organisationnel et politique conçu comme le noyau du futur parti révolutionnaire ; démarche placée d'emblée sous le signe de l'autoproclamation et du volontarisme.

Cette vision triomphaliste et schématique n'allait pas manquer de se heurter à l'apparition de nouveaux éléments marquant durablement le champ politique français : création du nouveau PS en 71, non en tant que vestige essoufflé d'une fraction bourgeoise désemparée (cf. les Radicaux de gauche) mais en temps que parti influent du mouvement ouvrier, signature du Programme commun, apparition de l'Union de la gauche comme alternative crédible pour de larges masses, recomposition du mouvement ouvrier (entre autres l'évolution entamée depuis une dizaine d'années de la CFDT), diversification des luttes sociales à la fois quant aux forces qui les portent que quant à leur contenu, leurs objectifs (cf luttes des femmes, des minorités nationales, des groupes écologiques, etc.).

La capacité de la LCR à s'adapter (plus ou moins bien) à ce nouveau terrain, à acquérir une réelle base ouvrière a entraîné l'apparition de questions politiques nouvelles (non réglées actuellement et encore sources de débats et tensions) ; la référence à l'autogestion et l'ouverture en direction du PSU en font partie.

La perspective de fusion qu'elle trace est effectivement hâtive et réductrice. Mais quelle doit être notre position par rapport à cela ? Refuser le débat ou au contraire l'entamer sérieusement sur la base d'une confrontation multiforme de positions politiques et de pratiques militantes, au-delà d'échanges de lettres ?

La LCR se réclame de l'autogestion socialiste ? Tant mieux ; mais pour nous ce n'est pas seulement une nouvelle mouture de la démocratie des conseils (à laquelle nous restons attachés). Interrogeons-nous plus précisément sur les conséquences de ce choix. Qu'est-ce que cela implique au niveau du rôle d'une organisation révolutionnaire, de ses rapports avec les travailleurs, etc.

La LCR veut débattre avec le PSU ? Tant mieux, mais pour faire quoi ? Serait-ce simplement parce que le PSU influence et regroupe tout un certain nombre de militants appartenant à ce que certains appellent « l'avant-garde large » et d'autres le « courant large pour le contrôle », ou plus profondément cela vient-il de la compréhension que la force révolutionnaire pour l'autogestion dont nous avons besoin ne peut naître que d'un processus complexe de maturation, de reclassements politiques et dans un lien réel avec le mouvement de masse.

Ces questions (et il y en aurait beaucoup d'autres, sur le cadre d'unité d'action avec le PC et le PS, sur le travail internationaliste, etc.) montrent d'une part que nous n'avons pas à nous enfermer dans un cadre bilatéral certes, mais que à moins de penser que le seul tort de la LCR est d'exister, on ne saurait éluder le débat avec cette organisation tout en sachant qu'il ne sera pas facile. Pourra-t-il se conclure organisationnellement ? Difficile de répondre. Une organisation politique n'est pas une fin mais un moyen au service d'une politique. C'est dans ce cadre qu'il faut poser le problème (important) d'une réponse organisationnelle qui puisse dépasser le PSU, éviter les cartellisations bâclées et créer une alternance pour des milliers de travailleurs qui ne se retrouvent aujourd'hui dans aucune organisation d'extrême gauche et qui sont même pour une part influencés par le PC et le PS.

Nous ne pourrons affronter les échéances qui s'annoncent si nous ne sommes pas capables de contribuer à la convergence politique de tous les militants et forces acquis à la stratégie révolutionnaire de l'autogestion et, *sur la base de cette stratégie* et non pas de l'union sans principe des révolutionnaires ou de l'extrême gauche, à leur regroupement organisationnel.

Pierre BRON
Secrétaire fédéral de l'Hérault ■

vous êtes concernés

Nous vous avons envoyé un exemplaire de notre journal du comité de soldats du Bourget-du-Lac (BA 725) avec une lettre personnelle à votre intention, vous signalant la sortie de notre journal *L'hélice dans la vallée* soutenue par les UD, CGT, CFDT, FEN de Savoie [...].

[...] Nous avons été désagréablement surpris de n'avoir rien vu à ce sujet dans les deux derniers numéros de *TS*. Tout cela apparaît comme un comble pour nous militants du PSU, alors que plusieurs membres du PSU sont membres du comité de soldats et encore plus nombreux d'IDS.

En espérant que cette information sera largement couverte dans un prochain *TS* [...]. **Y. Q. et R.T.** ■

Dont acte, nous l'évoquons cette semaine dans l'article de Frédéric, membre du Bureau national d'IDS.

TS ■

TS est mieux, nettement mieux, cependant deux critiques, non pour elles-mêmes, mais pour l'améliorer [...].

1° n° 705, p. 20, cet homme est dangereux : « le plus connu, le plus populaire, le plus balourd s'appelle D. Ponchardier, alias colonel Rémy, alias l'archevêque, etc. Non, Ponchardier, alias le gorille (réf. : B comme Barbouzes p. 15), sont deux personnes différentes.

[...] Un article d'information doit être juste et vrai. C'est ce qui fait notre crédibilité auprès des lecteurs. Ce que je relève là, d'autres camarades lisant des « policiers » peuvent en faire tout autant. Et lorsqu'un lecteur découvre des erreurs, quelle crédibilité donner à l'ensemble de l'article sur les autres points d'information qu'il ne peut pas vérifier ?

[...] La bande dessinée de la dernière page, n° 700 à 702. Bien, on aime où on n'aime pas, mais c'est compréhensible. N° 703, très bien : permet d'informer en distrayant et peut être repris dans les feuilles locales. N°s 705, 706, incompréhensible : j'ai 40 ans et peut-être pas l'esprit ouvert, mais des jeunes de 15/17 ans aussi n'ont pas pigé. Je ne dis pas que ce n'est pas bon, les dessins sont très bien faits, mais je pense qu'avec une explication ce serait accessible à tous lettrés ou non [...].

Yves ELBORY - Blois

Cette lettre se veut une contribution à l'élaboration de la nouvelle formule de *TS* et elle est le reflet de deux discussions ayant eu lieu en section sur ce problème. La discussion n' a porté que sur les quatre premiers numéros et nous avons fait essentiellement une analyse de la forme et non du contenu politique du journal [...].

[...] Cependant en ne retenant dans un premier temps que l'aspect du journal il nous semble qu'il fait un peu trop magazine d'information ; peut-être à cause de son aspect un peu trop sérieux, trop bien « léché ». Nous regrettons de ne pas avoir de propositions constructives sur ce point-là, mais nous essaierons d'en trouver. Par contre, nous verrons par la suite que cet aspect se retrouve aussi dans le contenu.

[...] Un peu dans le même sens nous citerons l'article d'Edmond Maire présenté tel quel, sans article analysant ses déclarations. Mais *TS* n'est pas le *Nouvel Observateur*, ni *PH.* Il est certes intéressant de connaître les positions du secrétaire national de la CFDT, mais il nous semble encore plus intéressant de connaître celles du PSU sur la politique menée par ce secrétaire.

Tout ceci pose entre autres le problème de *TS* et de son rôle. Pour nous il s'agit avant tout du journal de notre parti, le PSU qui dans ces conditions s'adresse à la frange large des personnes s'intéressant au socialisme autogestionnaire et aux propositions du PSU dans cette perspective. *TS* n'a pas vocation à devenir un magazine d'information, il doit être avant tout un outil militant dont nous nous servons dans les boîtes, les facs et lycées, les quartiers pour propager nos idées.

Secteur Santé Sud ■

Le journal du parti certes, mais ouvert vers l'extérieur. Il est donc logique de donner la parole à Edmond Maire, sans plus de commentaires. C'est d'ailleurs le sens de cette rubrique que nous souhaitons développer. Ceci dit si les camarades veulent savoir ce que nous pensons de la CFDT, de sa direction, ils peuvent se reporter aux nombreux articles écrits sur ce sujet avant et après le congrès. Croyez-vous qu'il soit utile de rappeler chaque fois que nous évoquerons la CFDT l'analyse du parti. Par ailleurs sur trois pages d'interview, les commentaires auraient été particulièrement longs.

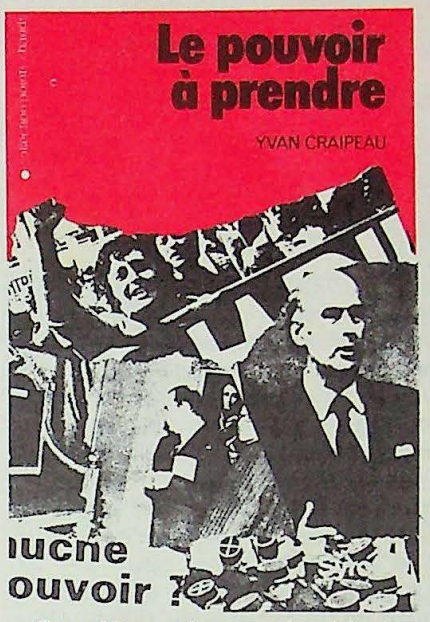
TS ■

AUX CAMARADES DU PARTI

LES VACANCES SONT FINIES...
IL FAUT QUE CHACUN ET CHACUNE S'ACQUITTENT AUPRES DE SON OU (SA) TRESORIER(E) DE SES COTISATIONS.
PENSEZ-Y RAPIDEMENT.

LE TRESORIER NATIONAL.

Collection « Points chaud ».
12 F - 104 pages



Quand la gauche est au bord du pouvoir et que l'actuel pouvoir d'une droite aux abois tend ses pièges et fournit les armes qu'elle retournera, demain, contre les travailleurs, chacun s'interroge et cherche une réponse aux échéances proches. 1978 ? La France de 36, de la Libération, ou bien le Chili d'Allende, autant d'espoirs déçus et qui font réfléchir. Aujourd'hui, la responsabilité des révolutionnaires partisans de l'autogestion est grande. A la mesure de l'espérance qui naît.

cinéma 76

Août-Septembre n°s 212-213

NUMERO DOUBLE

CINEMA FRANÇAIS EN MUTATION

✳

ECONOMIE • PROVINCE
POLITIQUE • ENTRETIENS
ENQUETES • REFLEXIONS

320 pages de documentation exceptionnelle

✳

EN VENTE PARTOUT : 16 F
et 6, r. Ordener, Paris 18e

ABONNEZ-VOUS
Avant l'augmentation des tarifs

Un an : 100 F - Six mois : 60 F

avec en prime un livre au choix :

Avec l'abonnement d'un an :
Servitude et grandeur du P.S.U. (E. Depreux).
Les Mouvements d'émancipation nationale (A. Nin).
L'Etat-patron (Ph. Brachet).
Critique socialiste n° 23 (la crise) et n° 24 (autogestion).
L'Enfer des pompiers (J.-J. Lubrina).

Avec l'abonnement de 6 mois :
Chili 1970-73. Un peuple en lutte (collectif Chili).
Chili : Les documents du complot ITT (J. Anderson).
Le mai des Banques (militants CFDT).
IXe congrès du P.S.U. Amiens. Décembre 1974.
Le Marché commun contre l'Europe.
Le Manifeste du P.S.U.
Critique socialiste n° 23 ou 24.

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle .....

Adresse .....

Code Postal . . . . . Ville .....

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).
Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles.

SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle .....

Adresse .....

Code Postal . . . . . Ville .....

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Grande-Bretagne : contrôle ouvrier ou capitulation ?

En Grande-Bretagne, on approche des 1 500 000 chômeurs — c'est le chiffre le plus élevé depuis 1945 et ce, sous un gouvernement travailliste, émanation de l'énorme syndicat unique, le TUC. Le 23 juillet, le chancelier Dennis Healey, leader de la droite travailliste et homme lige des USA, annonçait une réduction des dépenses publiques de plus d'un milliard de livres, sabotant le programme d'investissement des industries nationalisées et les services publics (éducation, logement, santé), ce fleuron de la social-démocratie pratique. Les maîtres du dollar imposent leur priorité : la « profitabilité » de l'industrie privée. Quelques jours plus tard, la direction des syndicats conclut un accord antigrève de trois ans avec le gouvernement, approuvé de justesse par la direction du parti. La gauche syndicale et politique combat ouvertement cette politique de collaboration de classe. Elle le dit à la XI^e^ conférence nationale de l'Institut pour le Contrôle Ouvrier (IWC, Bertrand Russell House, Gamble street, Nottingham). C'était les 3 et 4 juillet à Keele. Nous y étions pour le PSU de même que l'Institut était présent à la Courneuve.

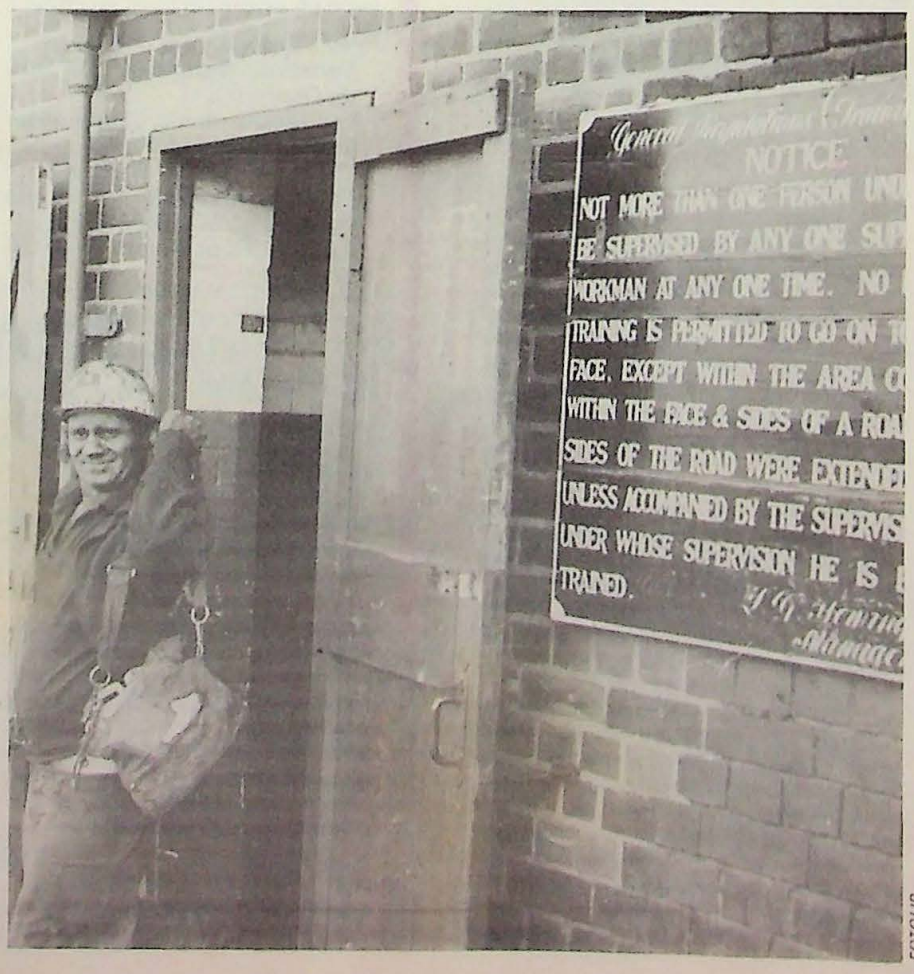
Dans la grande salle où s'entassent quelques 500 délégués, délégués d'ateliers, instituteurs, conseillers municipaux, députés, ex-ministres rejoints dimanche par Tony Benn ministre de l'énergie, en bras de chemise, on remarquait pour la première fois, l'absence des grands ténors syndicaux passés de l'opposition de gauche au « *gouvernement de l'ombre* » (Callaghan - patronat - Tuc) chargé de garantir la paix sociale au prix d'une baisse de 6 % en un an du niveau de vie de la classe ouvrière. Seraient-ils effrayés par les deux slogans qui s'étalent au-dessus de la tribune : « IWC : aucun homme ne mérite d'être le maître d'un autre homme » et « contrôle ouvrier : la question centrale et cruciale de notre temps ? »

des expériences originales

Ce qui frappe tout de suite c'est la grande richesse, la diversité éclatée du mouvement social ici représenté. Les délégués des coopératives ouvrières, les représentants syndicaux des plus grandes entreprises, privées ou nationalisées, les politiciens de l'opposition de gauche parlent, avec modestie et précision de leurs luttes, de leurs victoires et de leurs défaites ; de leurs expériences originales : coordination par branche des comités de délégués d'ateliers (il y en a plus d'une douzaine), luttes internationales au niveau des multinationales, expériences de contrôle au niveau des quartiers, de l'école, des syndicats et du Parti travailliste lui-même, projets de production différente (reins artificiels remplaçant les avions de chasse chez Lucas, boycott de la spéculation immobilière et de l'exportation de l'uranium par le Syndicat australien du bâtiment, etc.), luttes dans la presse (coopérative de l'ex-Daily Express écossais, journaux syndicaux et des bourses du travail) dans la télévision (vidéo-cassettes sur l'économie produites par des ex-employés de la TV scolaire).

deux exigences

La liste en serait trop longue. Des constantes s'en dégagent : refus des bureaucraties et des contre-bureaucraties des directeurs ouvriers irresponsables, ni élus ni mandatés, que l'on veut généraliser en haut lieu alors que l'expérience des mines et de la sidérurgie en dit bien la supercherie, lutte contre la fuite des capitaux (plus d'un milliard de livres par an dans un pays où 7 % de la population contrôle 80 % de la richesse). Ajoutons deux exigences qu'il faudra bien lier par un programme et une alternance politique centralisée : d'une part autonomie des travailleurs et représentation directe des ensembles humains homogènes et économiquement viables (la mine, le quartier, l'entreprise, images modernes de la place publique des Grecs), de l'autre, organisation nationale par secteur d'activité, par front de lutte (consommation), indépendance et centralisation de l'information, éducation au service du peuple, planification obligatoire enfin.



FOTOLIB

outil et enjeu

Ce qui frappe c'est la maturation politique et la conscience que la bataille sera longue. La gauche sociale ose désormais prendre le risque d'une confrontation avec le patronat et de la division du mouvement ouvrier qui résultera de son refus de soutenir le gouvernement actuel s'il continue à brader le programme du parti. Dans sa dernière mouture datant de la fin mai, le programme réaffirme la nécessité de contrôler l'offre (la production) et non pas seulement la demande (redistribution partielle) : nationalisations étendues, droit de veto syndical, accords de planification obligatoires avec les trusts, impôt sur la fortune, contrôle des importations. Les syndicalistes, alors même que les groupes d'extrême gauche, déjà minuscules, connaissent de graves déboires, osent rompre avec le soutien automatique à *leur* gouvernement, avec le culte des chefs et la mystification de l'intérêt national. Le risque c'est le retour au pouvoir des conservateurs ou une coalition de « salut public ». Jamais la gauche officielle n'aura été autant étrillée, y compris ses représentants présents à la conférence qui pourtant osèrent s'abstenir au Parlement lors du vote sur le blocage des salaires. Comme le dit une caricature publiée dans un journal de la gauche syndicale : « Nous sommes tous dans le même bateau — mais pourquoi ce sont toujours les mêmes qui doivent ramer ? » Le contrôle ouvrier est bien *et* l'outil *et* l'enjeu. La longue marche de l'Institut pour le Contrôle Ouvrier gagne à se défaire de ses faux amis sans pour autant quitter le champ de bataille que sont les organisations de classe des travailleurs. Les coordinations de branche seront présentes aux congrès d'automne des syndicats et du Parti travailliste. L'Institut aussi.

Claude VANCOUR■

c'est aussi politique

Avignon : une gageure toujours renouvelée

Quand on remonte du Festival d'Aix où l'on a pu voir la très remarquable interprétation du « Don Giovanni » de Mozart que proposent, après une réflexion d'un an sur la partition, Jean-Pierre Vincent pour la mise en scène, Jésus Lopez-Cobos pour la direction musicale et Patrice Cauchetier pour le support plastique de l'action, le Festival d'Avignon apparaît plus que jamais comme une loterie. Le développement des spectacles « off festival » est tel que personne ne peut tout voir. Et comment choisir ? Mettre des noms dans un chapeau ? Chacun le fait peu ou prou au hasard des rencontres et des informations sur la place.

On peut choisir de voir l'état d'un travail dont on connaît déjà l'existence et la qualité. Celui, par exemple, de l'« Attroupement », une troupe constituée il y a un an environ par Denis Guenoun, ou celui du Théâtre de l'Olivier de Jean-Claude Scant. « L'Attroupement » jouait la première partie du « *Jules César* » de Shakespeare (la conjuration et l'assassinat) dans un lieu remarquable, une église moderne construite au milieu d'une ZUP et dont les comédiens, qui ont travaillé sur place pendant trois mois — en contact avec la population — utilisaient successivement les abords immédiats, les toits où se rassemblent les conjurés, et l'intérieur qui figure le Capitole, où César percé de coups devient par Marc-Antoine le moyen de dresser sa propre dictature contre celle inaboutie des Brutus et des Cassius. Et ce qui se développe théâtralement, c'est une interrogation pressante sur les moyens et les formes du fascisme. Comment des civilisations fortes comme celle de Rome au 1er siècle avant Jésus-Christ ont-elles pu se laisser submerger par des dictatures aussi simplistes ? Pour Denis Guenoun, les dictatures d'Hitler et de Staline, et d'autres plus proches, restent aussi inexpliquées que celle de César ou de Marc-Antoine. Et c'est, sans actualisation artificielle, mais simplement par la force des images et la richesse inventive du jeu que cette interrogation s'impose à travers le texte de Shakespeare.

De la même façon, mais dans un tout autre registre, c'est la qualité du jeu qui donne sa force signifiante au spectacle du Théâtre de l'Olivier. Un jeu rapide, qui indique plus qu'il n'incarne, anime des personnages simples à partir desquels la fable se dessine. Elle éclaire une des situations du monde actuel où ont dû se confronter ouvriers et paysans du Lubéron, pris dans les tractations menées en dehors d'eux, par des patrons prêts à brader leurs petites usines pour participer aux bénéfices que leur laisse entrevoir le grand capital international. Sans didactisme démonstratif, seulement par la mise sur le plateau de faits réels, *le Temps des cerises* est une succession de séquences vives, jouées avec conviction et bonne humeur, par une troupe rompue à l'expression corporelle. Le contact avec le public réuni artificiellement en Avignon est d'autant plus sûr et immédiat qu'il découle de celui établi toute l'année, en une participation créatrice, avec les paysans et les ouvriers du terroir concerné.

les sentiers de la création

Quant au festival « officiel », il étaye sa permanence quelque peu hasardeuse sur ses réussites dans le domaine du théâtre musical et sur l'action persévérante de Lucien Attoun. « Théâtre ouvert » par lequel il ne visait d'abord qu'à aider la prospection de pièces nouvelles dont les chances restaient douteuses dans le circuit commercial, pousse désormais à la création de façon pleinement efficace. Ainsi a-t-on pu connaître six premières pièces, dont l'une au moins émanait d'un très jeune auteur, Alain Heurtevent, découvert dans l'hiver à Caen, grâce à un « Gueuloir » reprenant la formule inaugurée en Avignon. Ainsi, pour la seconde année consécutive, une « cellule de création » offre gratuitement à un public de plus en plus nombreux et intéressé, la possibilité d'assister à l'élaboration d'un spectacle et donc de mieux comprendre les problèmes, de mieux apprécier l'effort créateur d'une troupe. L'an dernier, Daniel Mesguich, l'une des valeurs montantes du jeune théâtre ; cette année André Steiger, qui peut ainsi, après d'importantes réalisations en Belgique et en Suisse, retrouver le public français, se sont prêtés lucidement et courageusement à l'expérience. Avec les comédiens du T. Act de Genève, Steiger n'a pas craint de mettre à l'épreuve un texte en cours d'écriture, au travers duquel devaient se révéler des modes de jeu divers, s'affronter des personnages en lesquels se reflétaient à la fois plusieurs traditions culturelles et une critique des pouvoirs économiques qui dominent le monde d'aujourd'hui. Rendre parfaitement clair son propos à travers les détours les plus subtils et l'inscrire concrètement dans le cadre occasionnel d'une chapelle désaffectée — telle est la gageur que Steiger a tenue. Courant ainsi une aventure difficile et la maîtrisant, il a confirmé l'éminent intérêt de la plus originale des initiatives de Lucien Attoun.

Pouvoir dégager de la "foire" avignonnaise, au moins ces quelques points importants permet d'accepter sans trop de regrets les aspects douteux qu'elle revêt par ailleurs.

Dominique NORES ■

Nancy : mélancolie, exhubérance et fantaisie

Le théâtre politique pour bon nombre de militants est un théâtre qui parle explicitement de luttes de classe, de pouvoir populaire. Mais avant que Marx pense et que Brecht en tire des leçons, il a toujours existé un théâtre de critique sociale.

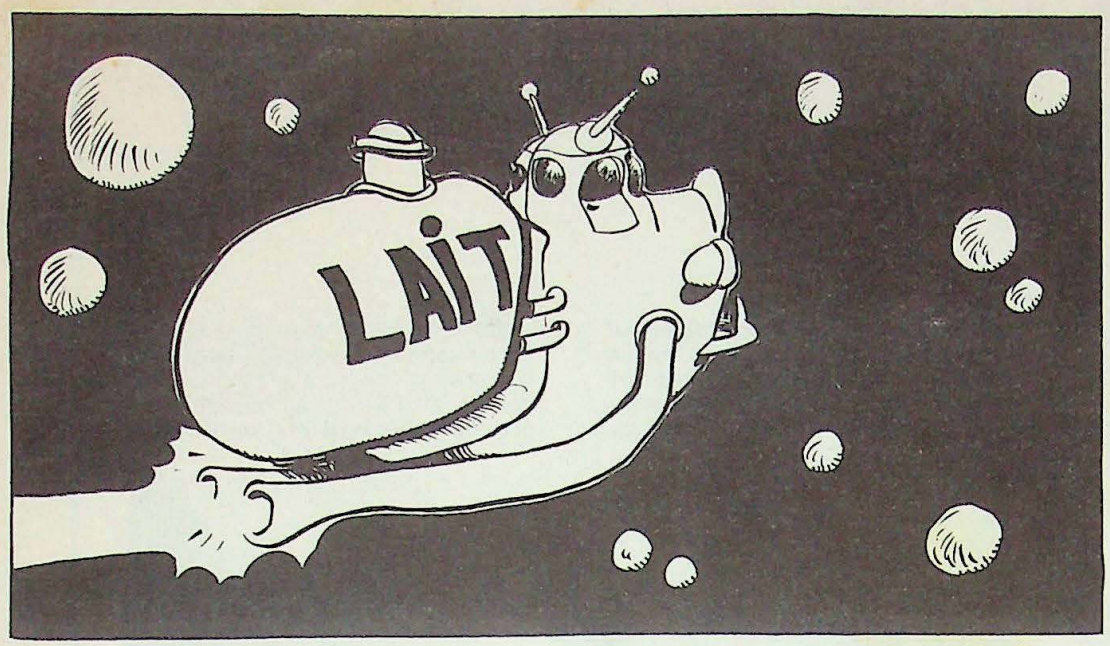
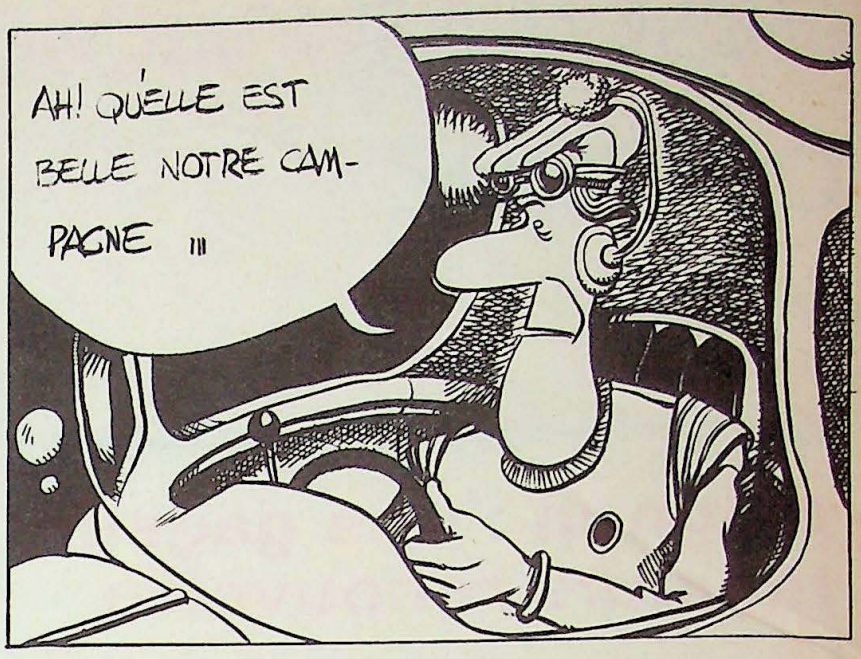
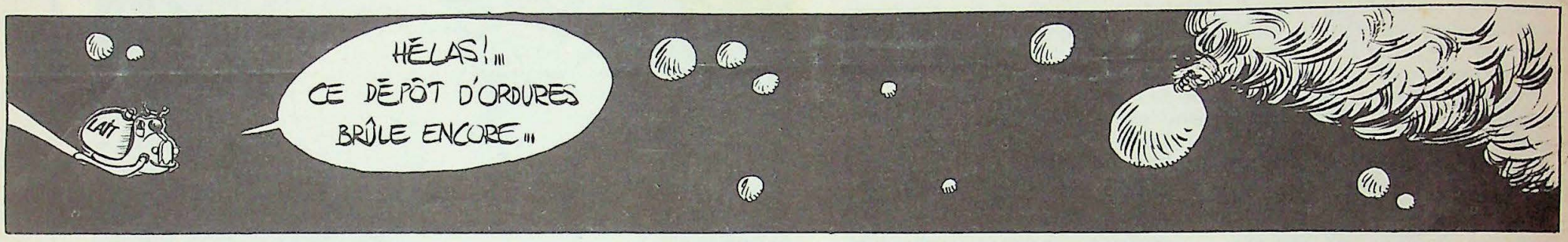
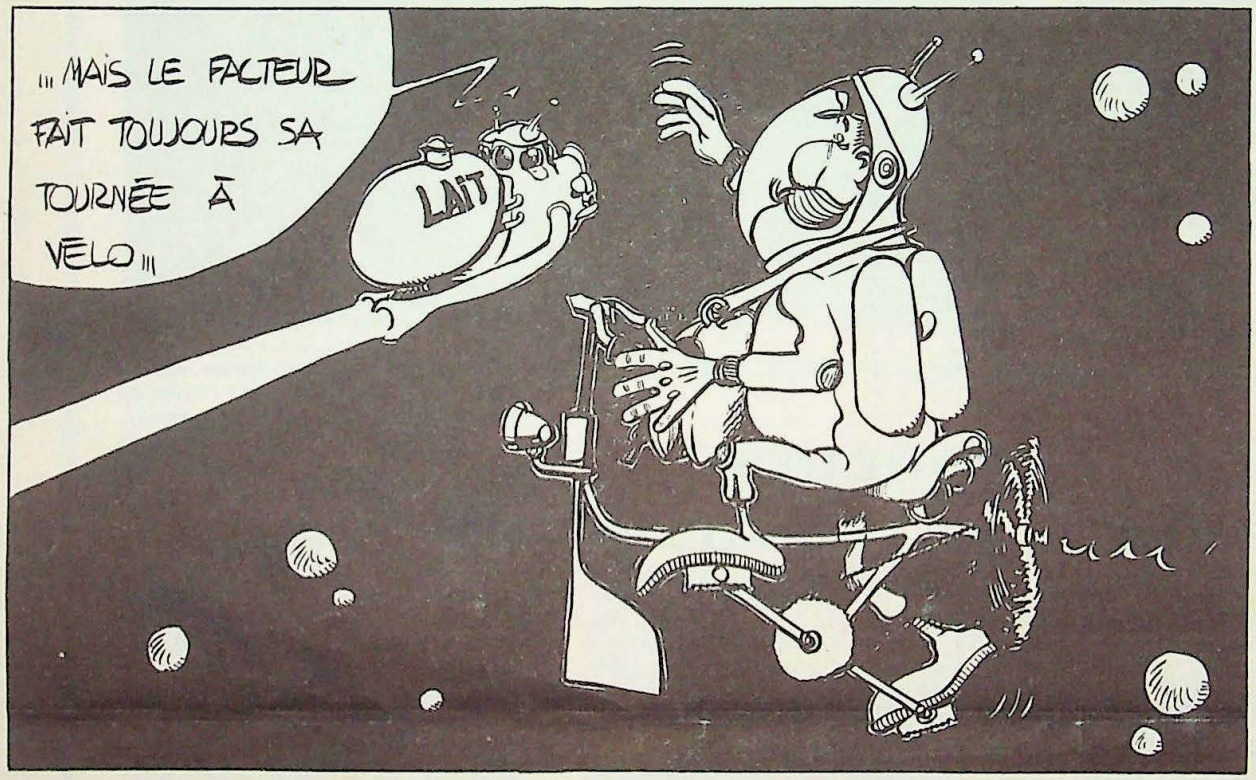
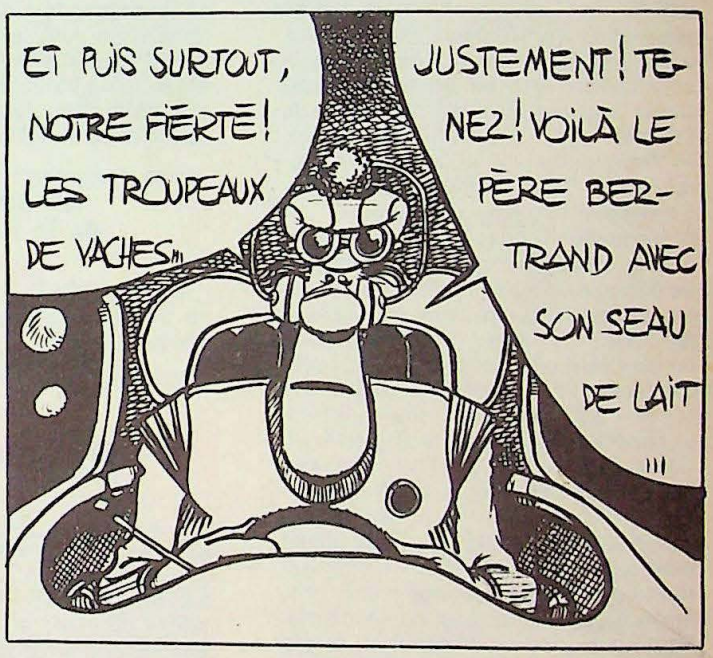
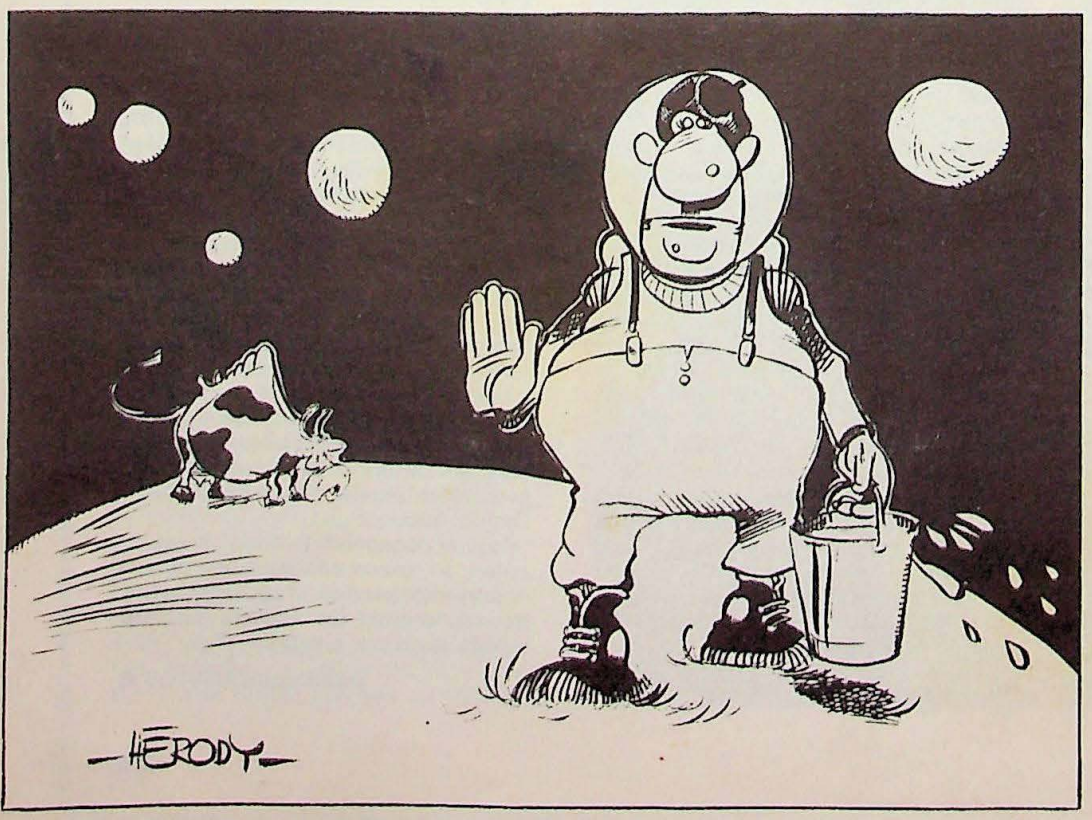
Curieusement, la révolution brechtienne a abouti à un théâtre austère, où l'on cherche plus à démontrer quelque chose comme à l'école, plutôt que de faire ressentir. La rigueur de l'analyse, la ligue politique a ainsi pris le pas sur le geste, l'expression, le théâtre quoi. Pourtant le théâtre, théâtre de satire existait. Molière, Guignol, la Comedia dell'Arte, Arlequin, les clowns existent encore avec Dario Fo, le Théâtre du Soleil, les Macloma. Ce théâtre-là choisit l'humour pour démontrer l'injustice sociale, le rire satirique qui se joue de l'adversaire et le rire joyeux de celui qui veut vivre autrement. Mélancolie et exubérance, les deux côtés de ceux qui mettent en scène les problèmes sociaux.

A Nancy le festival est consacré au théâtre comique populaire. Il se déroule du 3 au 13 septembre. On pourra y voir « A la recherche de la Comedia dell'Arte » avec Avron, Evrard, Lecoq. L'Arlequin d'aujourd'hui avec Bedos. Silhouette d'un personnage avec Rufus, rencontre avec Pantalon, Robert Dhéry et les Branquignols.

Dario Fo, le « théâtre Campesino » (les campesinos : ouvriers agricoles mexicains ; leur spectacle : l'histoire épique d'une dynastie d'ouvriers agricoles). Bref, des troupes venues de Tchécoslovaquie (humour absurde de derrière le rideau de fer), d'Italie (coopérative de théâtre populaire de Giulari, le teatro Libero de Naples sous la direction de Pugliese ex-assistant de Ronconi, pour ceux qui se rappellent d'Orlando Furioso aux Halles et de XX à l'Odéon, d'Allemagne avec le Fries Theater jouant des sketches de Karl Valentin, un humoriste qui faisait rire Brecht.

Vous pourrez voir encore les Macloma, Jean-Paul Farré, Carlo Trasic, clown argentin, bref une cascade de « one man show ». Quelque chose à voir tous les soirs : le « poulailler » comme on dit est à 5 F. Allez-y au hasard ou sur les conseils des organisateurs. Renseignements, billets, Galerie Poiret : tél. : 15 (28) 52-89-33.

En outre, « théâtreux » sachez que des activités théâtrales permanentes se tiendront à Nancy. On y étudiera le jeu, la mise en scène, etc... Les troupes qui veulent jouer à Nancy en 77 peuvent se faire connaître. Ecrire à CUIFERD au bureau du festival, 109, rue de Metz, 54-NANCY.

Michel ACIDANT ■

LA TOURNÉE DU LAITIER